RAPPORT ANNUEL
DE
L'INSPECTION GÉNÉRALE
DES
BIBLIOTHÈQUES

1991

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
NATIONALE

MINISTÈRE DE LA CULTURE
ET DE LA COMMUNICATION

INSPECTION GÉNÉRALE DES BIBLIOTHÈQUES

- - - - -

RAPPORT ANNUEL
DE
L'INSPECTION GÉNÉRALE
DES
BIBLIOTHÈQUES

1991

- - - - -

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	1
1.- Activités de l'Inspection générale des bibliothèques en 1991	
1.1. Incidences des événements extérieurs et du contexte sur le travail de l'Inspection générale des bibliothèques	7
1.1.1. Incidences des événements extérieurs et du contexte sur le travail de l'Inspection générale des bibliothèques	8
1.2. Activités de contrôle et d'évaluation	9
1.3. Activités internationales	14
1.4. Participation à des instances scientifiques et techniques	16
1.5. Activité administrative	17
1.6. Autres activités scientifiques et professionnelles	21
2. - Éléments d'évaluation du contrôle technique depuis 1989	
3. - Principales observations sur le fonctionnement des bibliothèques	
3.1. Problèmes communs aux différentes catégories de bibliothèques	31
3.1.1. Problèmes communs aux différentes catégories de bibliothèques	32
3.1.1.1. <i>Patrimoine imprimé</i>	32
3.1.1.2. <i>Concours de recrutement 1991</i>	34
3.2. Bibliothèques d'université	36
3.2.1. <i>Mutations professionnelles et mentales dans les BU</i>	36
3.2.2. <i>Évolution des services de documentation des universités : vers une plus grande "indépendance" des sections ?</i>	37
3.2.3. <i>Relations entre les différents types de bibliothèques dans l'université (voir chapitre 4)</i>	40
3.3. Bibliothèques publiques	41
3.3.1. <i>Les départements et la lecture</i>	41
3.3.1.1. <i>Mode de desserte des BCP</i>	41
3.3.1.2. <i>Les évaluations nécessaires</i>	46
3.3.1.3. <i>Tendances générales observées</i>	48

II

3.3.2. Bibliothèques municipales	49
3.3.2.1. Bibliothèques municipales et bibliothèques scolaires	49
3.3.2.2. Qu'est-ce-qu'une bibliothèque municipale ?	52

3.3.3. Discothèques	54
---------------------	----

4. Études thématiques

4.1. Études ponctuelles demandées par différentes instances	57
--	-----------

4.1.1. <i>Éléments de prévision concernant le recrutement des conservateurs de bibliothèques (1991-1996)</i>	57
4.1.2. <i>Fonds patrimoniaux des bibliothèques ministérielles</i>	58
4.1.3. <i>Réserve de la Bibliothèque de France</i>	59
4.1.4. <i>Réforme du recrutement des bibliothécaires-adjoints</i>	59
4.1.5. <i>Fonction patrimoniale de la Bibliothèque nationale et universitaire de Strasbourg</i>	60
4.1.6. <i>Groupe de travail du Conseil supérieur des bibliothèques sur la Bibliothèque de France</i>	60

4.2. Études demandées par le ministre de l'Éducation nationale	61
---	-----------

4.2.1. <i>Relations entre les différents types de bibliothèques dans l'université</i>	61
4.2.1.1. <i>Rappel historique</i>	61
4.2.1.2. <i>L'étude en cours : objectifs et champ de réflexion, méthode, résultats</i>	63
4.2.2. <i>Étude sur l'accessibilité des documents primaires</i>	69

4.3. Suggestions pour d'autres études	70
--	-----------

Annexes

Annexe 1 : Circonscriptions territoriales	73
Annexe 2 : Bibliothèques inspectées et visitées	74
Annexe 3 : Travaux et publications de l'inspection générale en 1991	77

INTRODUCTION

L'environnement professionnel en 1991

"Les bibliothèques sont à la mode...". Glissée discrètement dans les dernières pages de la principale revue professionnelle française au détour d'un modeste compte-rendu d'ouvrage, cette observation risque de passer inaperçue alors qu'elle paraît particulièrement importante et judicieuse.

Elle rejoint les propos tenus par M. Gasol à la tribune officielle du congrès de l'ABF : "je suis surpris de constater que, depuis deux ans, se multiplient les articles de presse sur les bibliothèques. La situation des bibliothèques, leur devenir, les conflits, la question de la Bibliothèque de France... les colloques se succèdent ; il y a un écho formidable...".

M. Gasol voyait deux causes principales à cette médiatisation, deux "moteurs" : la Bibliothèque de France et l'expansion universitaire. Il est exact qu'à elle seule la Bibliothèque de France a suscité un flot d'écrits absolument stupéfiant et sans précédent⁽¹⁾, et il est exact aussi que le milieu universitaire s'intéresse progressivement un peu plus aux problèmes documentaires. Toutefois, il est permis de suggérer que la "mode" actuelle n'est pas seulement le produit d'un intérêt tardif et capricieux porté aux bibliothèques par les maîtres à penser et les éditorialistes importants.

Comme on l'a observé dans d'autres phénomènes de mode, celle-ci ne se réduit pas à une effervescence politico-journalistique, (qui se déplacera très vite sur d'autres sujets), mais elle est très certainement un révélateur de besoins sociaux profonds et de longue durée. C'est depuis relativement peu d'années que la bibliothèque-médiathèque publique est devenue pour des

(1) À cet égard, essayant de raison garder dans ce tumulte, des bibliothécaires observent avec le plus grand étonnement ceci : des personnes qui manifestent avec fracas, et avec tout le poids de leur influence intellectuelle, une grande préoccupation sur les futures conditions de conservation du patrimoine national, n'avaient jamais éprouvé le besoin de se préoccuper des actuelles conditions de conservation... pourquoi ?

millions de citoyens un lieu totalement familier et indispensable, et pour les élus locaux une priorité dans les programmes d'équipements collectifs. Mais c'est à coup sûr maintenant "*un fait de société*" dont la persistance s'affirme d'une année sur l'autre (2).

De plus, il est évident que les moyens importants et la modernisation souvent spectaculaire dont bénéficient maintenant toutes les catégories de bibliothèques ont modifié l'image terriblement négative qui dominait encore il y a peu. Cette modification d'image a-t-elle fini par s'imposer dans la mentalité collective (notamment auprès des jeunes, des étudiants, et de la classe intellectuelle) et, de ce fait, a-t-elle fini par rendre le sujet intéressant et "vendable" ? On se contentera de poser la question.

Joue aussi un rôle indéniable le changement très perceptible de l'opinion - et de l'attitude des collectivités publiques - à l'égard du patrimoine écrit en général, lequel était tout récemment encore le parent le plus pauvre de tous.

La vogue du thème des bibliothèques se mesure à la floraison des ouvrages et écrits qui lui ont été consacrés en peu de temps : un volume entier de la collection *Autrement* ("La Bibliothèque miroir de l'âme"), un dossier de la revue *Esprit* ("Lecture et bibliothèques"), un numéro de la revue *Urbanismes et architecture* ("L'Écrit dans la Ville")... et bien entendu, les centaines de pages qui ont déjà été publiées sur la Bibliothèque de France.

Un bilan de l'année 1991 commence donc nécessairement par les constatations qui précèdent. Immédiatement après, l'observateur de l'état des lieux remarque une autre grande nouveauté : c'est qu'il n'est pas seul. Conformément à sa mission, le Conseil supérieur des bibliothèques a dressé l'état des problèmes qui lui sont apparus prioritaires. Mais c'est aussi à l'intérieur du milieu professionnel que se multiplient les observatoires de l'état des lieux. Les associations professionnelles ont procédé tour à tour au bilan de la coopération (conçu dans un sens très large, celui-ci s'étendait en fait à l'état de la décentralisation, de l'information, de l'évaluation, de la recherche...), au

(2) Pourtant, les spécialistes des pratiques culturelles semblent sous-estimer ce fait qui mériterait d'être examiné de près, et non d'être seulement appréhendé à travers des macro-statistiques sans grande signification.

bilan des relations avec les autorités, à l'état des statuts et des formations, à l'état de la bibliothéconomie dans le domaine de la circulation des documents, des constructions... Et l'année s'est achevée par le numéro spécial d'une revue professionnelle baptisé précisément "État des lieux".

Cette auto-observation des bibliothécaires, à travers leurs associations et leurs revues professionnelles, débouche sur des propositions, des recommandations, des ébauches de doctrine. Conséquence de la décentralisation, ce comportement traduit naturellement aussi une maturité professionnelle plus évoluée, qui ne reçoit plus les "vérités" bibliothéconomiques de la seule autorité centrale.

Il semble bien, toutefois, que la grande affaire de cette année, comme l'année précédente, ait été le chantier statutaire.

Tous les partenaires concernés s'étant abondamment exprimés sur le sujet, on se contentera ici d'un seul commentaire. Du point de vue de l'inspection générale, cette affaire a comporté un aspect qu'on peut sérieusement déplorer : le dossier statutaire ne s'est pas contenté de faire apparaître au grand jour des divergences importantes au sein de la profession, mais il a exacerbé des oppositions irréductibles. On a assisté en cette circonstance à un affrontement de corporatismes qui peut difficilement être interprété comme un signe positif et encourageant. Heureusement, sur le terrain, l'esprit et les pratiques de coopération l'emportent de plus en plus, ce qui tend à atténuer l'impression désagréable ressentie par ailleurs.

Année de turbulences, de polémiques autour du dossier statutaire et autour de la Bibliothèque de France, 1991 a été aussi une année de nouvelles réalisations, d'innovations, dues à l'initiative des professionnels, des associations, des autorités territoriales ou universitaires, des directions ministérielles. Comme en 1990, des observations sur certains aspects, certaines conséquences de ces initiatives, sont présentées dans la troisième partie de ce rapport.

Mais, pour en revenir à la Bibliothèque de France, il se pourrait bien que le fait le plus important de l'année 1991 (et de l'année précédente) soit celui qui a fait le moins de bruit : l'implication de plusieurs dizaines de

bibliothécaires, ceux qui constituent les forces vives de la profession, dans la réflexion considérable et dans le travail bibliothéconomique, sans équivalents jusqu'ici, que ce grand projet a suscités. Seul un raisonnement à courte vue peut affirmer que cette exceptionnelle concentration de matière grise n'est d'aucun intérêt pour le bibliothécaire de Saint-Jean de Braye ou pour celui de Condé-sur-Noireau. L'avenir donnera très vite une réponse...

Et ne faut-il pas considérer comme un fait majeur de l'année, parce que lui aussi porteur d'avenir, l'ouverture de la nouvelle bibliothèque de Bordeaux ? Plus encore que pour ses innovations technologiques, c'est par l'organisation du service public et la gestion interne que cet établissement apparaît comme un vrai laboratoire, un lieu à observer. En attendant 1995, c'est en tout cas la plus Grande Bibliothèque de sa génération.

Le problème des missions de l'inspection générale

1991 a été également l'année où s'est posé le problème des missions de l'inspection générale des bibliothèques.

En fait, c'est depuis bien plus longtemps que l'inspection générale avait elle-même soulevé cette question. Peu de temps après l'entrée en fonctions des nouveaux titulaires qui doublaient son effectif, en 1989, elle avait souhaité la redéfinition de ses missions (compte tenu du nouveau contexte professionnel et administratif) et la mise en place d'une organisation appropriée.

Ses propositions avaient reçu un début de réponse sous la forme d'une lettre de mission du ministre de l'Éducation nationale (février 1990). Celle-ci définissait une orientation prioritaire ("l'inspection générale des bibliothèques a pour mission d'observer et d'apprécier en permanence le fonctionnement de l'activité documentaire") et assignait aux inspecteurs un programme de travail par thèmes. Mais, dans la période suivante, le dossier statutaire est venu alors brouiller le jeu.

Dans un premier temps, comme le problème de l'inspection comportait aussi des aspects statutaires, il fut mis entre parenthèses, pour

traitement différé. Dans un deuxième temps, les inspecteurs crurent comprendre que les arbitrages et l'interprétation autorisée du statut du personnel scientifique s'opposaient à la fois à toute notion de missions permanentes d'inspection et, a fortiori, à toute possibilité de structure chargée de mettre en oeuvre ces fonctions.

Dans un troisième temps, qui a occupé toute l'année 1991, et qui se continue présentement, la question a bénéficié de divers éclairages ; simultanément, les échanges entre inspecteurs et directions ministérielles ont fait partiellement avancer le dossier.

Un premier éclairage est venu du ministère de la Culture, lequel, au cours du premier semestre de 1991, a affirmé l'importance qu'il attachait aux fonctions de contrôle et d'inspection : renforcement, restructuration et redéfinition des missions de l'inspection générale des musées, de celle de la création artistique, de celle de l'enseignement artistique, création d'une inspection générale de la photographie, confirmation des missions et de l'organisation collégiale de l'inspection générale des archives. Dans son "Guide des règles et procédures administratives" édité en 1991, le ministère rappelle que "l'IGA. et les *inspections des différentes directions* contribuent à l'évaluation", celle-ci étant définie comme "la contrepartie de la déconcentration". Les bibliothèques restent pour le moment absentes de ce mouvement général, mais on voit bien qu'elles ne sauraient le demeurer trop longtemps sans entraîner une incohérence administrative de plus en plus gênante.

Un autre éclairage a été apporté par le milieu professionnel. Au cours de 1991, des rumeurs et des informations de caractère négatif parvinrent peu à peu aux associations professionnelles, ce qui amena les principales d'entre elles à interroger à ce sujet l'administration centrale ou à élaborer des motions. A travers ces dernières, apparaît une préoccupation dont les bibliothécaires s'ouvrent également à titre individuel auprès des inspecteurs : la crainte de voir disparaître la seule instance, indépendante et compétente, dont ils attendent qu'elle évalue leur travail et leurs choix professionnels en toute impartialité.

Les échanges qui ont eu lieu en 1991 entre l'inspection générale et les directions ministérielles n'ont pas pu ignorer, naturellement, ces différents éléments. Quant à ces discussions elles-mêmes, elles ont révélé comme fait principal les différences d'attentes et de besoins exprimés par les directions à l'égard du travail d'inspection : ce qui a été confirmé à la fois par l'observation de la pratique administrative, et par les réponses données publiquement.

Souhaitant aboutir à une coordination de ces attentes particulières, l'inspection générale a proposé des solutions qui sont actuellement à l'étude.

La communication aux deux cabinets concernés d'une nouvelle note de synthèse élaborée en novembre 1991, constitue le développement le plus récent de la question.

Contenu du rapport annuel

Le rapport qui suit comporte, comme celui de l'année précédente, un bilan annuel d'activité (1ère partie), une récapitulation des principaux problèmes observés dans le fonctionnement des bibliothèques (3e partie), une présentation des études thématiques confiées à l'inspection générale et des études auxquelles elle a participé (4e partie).

Le moment a paru également favorable pour tenter de rassembler une première série d'éléments d'évaluation du contrôle technique effectué par les inspecteurs au cours des trois dernières années : cette étude fait l'objet de la 2e partie du rapport.

1

**ACTIVITÉS DE L'INSPECTION
GÉNÉRALE DES BIBLIOTHÈQUES
EN 1991**

<p style="text-align: center;">1.1. INCIDENCES DES ÉVÉNEMENTS EXTÉRIEURS ET DU CONTEXTE SUR LE TRAVAIL DE L'INSPECTION GÉNÉRALE</p>
--

Le cumul de plusieurs raisons conjoncturelles a entraîné à la fois une diminution de la force de travail de l'inspection générale, et une modification sensible de la nature de ce travail.

- Un inspecteur qui avait fait valoir ses droits à la retraite en 1990 n'a pas été remplacé.

- Un inspecteur s'est vu confier au début de 1991 une mission exceptionnelle auprès des universités de Nancy : cette mission de longue durée l'a totalement accaparé de février à octobre.

- Un inspecteur a été mobilisé pendant plusieurs semaines par l'action spécifique du ministère de l'Éducation nationale en faveur des bibliothèques roumaines (travail sur place, stages en France, etc.).

- Un inspecteur s'est vu confier à lui seul un nombre élevé d'études thématiques et de groupes de travail, ce qui a réduit des deux tiers ses possibilités de déplacement et sa disponibilité pour le travail collectif.

- Plusieurs inspecteurs ont été chargés d'études et de rapports d'expertise dans différents domaines comme l'informatique ou la formation, ainsi que d'expertises de bibliothèques hors de leur circonscription habituelle.

- L'incertitude planant sur le devenir des missions a engendré au début de 1991 une situation d'attente, qui a entraîné pendant quelque temps un ralentissement des actions engagées.

- Les charges administratives entraînées par l'organisation des recrutements ont été plus lourdes.

Enfin, l'inspection générale a été fortement handicapée en apprenant au mois de juin que la réduction des crédits de déplacement de l'administration centrale la concernait également, obérant toutes ses missions du deuxième semestre.

Ces diverses circonstances ont donc eu les effets suivants :

■ Une diminution (de près de moitié) du nombre des opérations de contrôle technique sur le terrain ; huit régions (Alsace, Aquitaine, Auvergne, Champagne, Languedoc , Limousin, Nord-Pas-de-Calais, Rhône-Alpes) ont cessé de bénéficier d'un contrôle suivi, ainsi que les départements de la couronne parisienne (seuls les dossiers des principaux problèmes de ces régions ont été suivis).

■ Une part beaucoup plus grande de l'activité consacrée au travail administratif, aux missions exceptionnelles et aux études générales.

1.2. ACTIVITÉS DE CONTROLE ET D'ÉVALUATION

1.2.1. *Activités permanentes de contrôle des établissements*

Pour les raisons qui viennent d'être exposées, trois inspecteurs seulement ont pu continuer à effectuer des visites périodiques de contrôle dans leurs circonscriptions régionales respectives mais à un rythme réduit et de façon espacée. Les déplacements sélectionnés correspondaient, soit à des demandes expresses, soit à des situations jugées prioritaires. Trois autres inspecteurs ont inspecté moins de dix bibliothèques chacun.

En début d'année, les administrations centrales avaient souhaité que les inspecteurs cessent d'intervenir lorsqu'il y avait des problèmes de personnes. Bien que cette position ait été révisée peu de temps après, les inspecteurs avaient été alors amenés à répondre par la négative à des demandes de ce type.

Au total, 69 établissements ont fait l'objet d'inspections ou de visites complémentaires, soit 14 bibliothèques d'universités, 31 bibliothèques

municipales (3) (dont 8 classées), 18 bibliothèques départementales, 6 établissements divers (Bibliothèque Byzantine, un centre de formation aux carrières des bibliothèques, quatre antennes documentaires).

Parmi ces interventions, 8 l'ont été à la demande du ministre ou des administrations centrales, 5 à la demande des administrations déconcentrées (recteur, DRAC), 10 à la demande des autorités locales (maire, président de conseil général, président d'université), 13 à la demande des chefs d'établissements, une à la demande du personnel. Enfin une demande d'inspection conjointe a été présentée par l'inspection générale des archives et un préfet.

Ce sont donc 37 contrôles qui ont été effectués sur sollicitation extérieure, soit plus de la moitié des inspections faites cette année. On note la part croissante des demandes d'inspection faites par les responsables d'établissement, ce qui rejoint les observations faites ci-dessus dans l'introduction.

Il y a lieu de rappeler ici les deux interventions exceptionnelles effectuées à la demande du Ministre :

- celle qui avait pour objectif d'expertiser les conditions dans lesquelles avait eu lieu un important vol de documents à la bibliothèque Cujas, et de proposer des mesures à prendre pour éviter le renouvellement de ces faits.

- la demande faite à G. Thirion de procéder sur place à une réorganisation du Service commun de documentation de Nancy et à une étude approfondie de la situation de la documentation dans les trois universités, ce qui a nécessité une mission de longue durée (dix mois).

(3) Non comprises une vingtaine de bibliothèques municipales de petites communes, visitées dans le cadre d'inspections de bibliothèques départementales, ou en marge d'autres missions.

Les contrôles effectués à l'initiative des inspecteurs correspondaient à des situations jugées prioritaires :

- bibliothèques centrales de prêt dirigées par des stagiaires ;
- grandes bibliothèques non visitées depuis longtemps ou ayant de gros problèmes.

Si les déplacements ont été moins nombreux, leur suivi entraîne, en revanche, un travail plus important qu'auparavant. C'est ainsi que, compte tenu de la nouvelle utilisation qui en est faite par les autorités locales, les rapports d'inspection sont beaucoup plus développés : ils ont désormais régulièrement 12 à 20 pages, et souvent beaucoup plus (rapport sur la BIU de Nancy : 82 pages).

1.2.2. Activités d'expertise et de conseil

Hors du champ du contrôle technique et éventuellement des limites de leur circonscription territoriale, les inspecteurs ont été amenés à conduire des expertises ou des visites d'établissements assez diversifiés :

- bibliothèques orientalistes regroupées 22, avenue du Président Wilson : suite du travail engagé en 1990 (présentation des conclusions du rapport, débat avec les responsables des centres et bibliothèques) ;

- Institut national de la recherche pédagogique (suite de la mission engagée en 1990) ;

- réseau RAPIDOC à Aix-Marseille : à la demande du Recteur de l'Académie d'Aix-Marseille, expertise du projet de réseau informatique universitaire ;

- Centre international de documentation occitane à Béziers (demande de la DLL et de la DRAC Languedoc-Roussillon) ;

- Bibliothèques de l'IFREMER à Brest et Nantes (à la demande du directeur scientifique) ;

- Bibliothèque de la Société des ingénieurs civils de France, déposée à l'Eco-Musée du Creusot (demande de l'Université de Dijon) ;

- Bibliothèque du Grand Séminaire de Nancy ;

- Bibliothèque du Secours catholique ;

- Bibliothèques françaises à l'étranger (deux) et bibliothèques étrangères (dix).

Ce qui porte le total des bibliothèques inspectées ou expertisées à 86.

Comme en 1990, un inspecteur a participé, à titre d'expert scientifique, à l'évaluation des dossiers en compétition pour le programme REMUS d'aide à la recherche en muséologie scientifique et technique, sur la demande de la mission Musées du ministère de l'Éducation nationale.

Comme les années précédentes également, les inspecteurs ont été associés à titre d'expert aux projets de construction de bibliothèques, que ce soit dans les étapes initiales de la réflexion et de la programmation, ou comme membres du comité de pilotage et du jury d'architecture(4).

Enfin un inspecteur a été associé, après les avoir favorisées, aux confrontations des élus de deux villes situées dans des régions différentes, dont le but était de rechercher avec les responsables universitaires les solutions les plus appropriées en matière de délocalisation documentaire.

1.2.3. Études thématiques et missions d'évaluation

Cumulant les travaux engagés en 1990 et les nouvelles commandes reçues en 1991, cette partie de l'activité a constitué cette année une charge nettement plus lourde, comme cela a été indiqué dans l'introduction.

(4) Bibliothèques municipales de Chambéry, Chateauroux, Dijon, Dôle, Fontenay-le-Comte, Nîmes, Orléans, Rennes, Suresnes ; BCP du Gard ; BU du Littoral.

1.2.3.1. Suite des travaux engagés en 1990

- Après avoir traité en 1990 les deux premiers thèmes du programme de travail défini par le ministre de l'Éducation nationale, études ayant fait chacune l'objet d'un rapport, l'inspection générale a entrepris en 1991 la deuxième partie de ce programme. Il s'agit des deux thèmes suivants :

. Fonction documentaire des universités ;

. Accessibilité des documents primaires dans les bibliothèques d'étude et de recherche.

Ces deux thèmes ont fait l'objet de réunions de travail, d'enquêtes, de rassemblement de données. La première étude est plus avancée que la deuxième, mais aucune n'a pu être achevée en 1991, comme cela avait été envisagé, pour deux raisons conjuguées : d'une part, des difficultés particulières dans la méthodologie, le recueil des données et la définition même de l'objectif ; d'autre part une disponibilité fortement réduite des inspecteurs, déjà évoquée.

L'état de ces travaux et leur problématique sont exposés dans la 4^{ème} partie du rapport.

- Ordonnée conjointement par la DPDU et la DLL à la fin de 1990, l'évaluation prévisionnelle des recrutements de conservateurs de bibliothèques pour la période 1991-1996 a été menée à bien par D. Pallier et son rapport a été remis au début de 1991.

- Également commandée au dernier trimestre de 1990, une étude sur les fonds patrimoniaux et les collections spécialisées à contenu historique des bibliothèques ministérielles a été dirigée par D. Pallier, et achevée en avril 1991.

1.2.3.2. Commandes nouvelles

Les études et évaluations suivantes ont été demandées à l'inspection générale en 1991 :

- Objectifs et programmation de la Réserve de la Bibliothèque de France (groupe de travail dirigé par D. Pallier, à la demande de l'Établissement public de la Bibliothèque de France ;

- Fonction patrimoniale de la Bibliothèque nationale et universitaire de Strasbourg (groupe de travail dirigé par D. Pallier, à la demande de l'administrateur de la BNUS) ;

- Opportunité et modalités d'une réforme du recrutement des bibliothécaires-adjoints de l'État (groupe de travail dirigé par J. Goasguen, à la demande de la DPDU) ;

- En outre, un inspecteur général, membre du conseil supérieur des bibliothèques, a participé au comité d'experts sur le projet de la Bibliothèque de France, présidé par M. Jolis (15 réunions de novembre 1991 à janvier 1992).

1.3. ACTIVITÉS INTERNATIONALES

- Un inspecteur (M. Chauveinc) a eu, comme en 1990, des responsabilités permanentes au sein de la Fédération internationale des associations des bibliothécaires (IFLA.) : membre du comité de gestion des programmes, membre du GELC (groupe de travail éditeurs européens et bibliothécaires) et membre du comité permanent de la section des bâtiments et constructions.

A ce titre, il a accompli deux missions à l'étranger : à Moscou pour le congrès annuel, et à La Haye.

- Dans le cadre du plan d'aide aux pays d'Europe centrale et orientale établi par le gouvernement français en 1990, un inspecteur (Marie-Ange Laumonier) a poursuivi la mission qui lui avait été confiée par le ministère de l'Éducation nationale.

A ce titre, elle a organisé en 1991 une deuxième action de formation à l'intention des bibliothécaires roumains, en liaison avec l'ENSB et avec plusieurs bibliothèques de la région Rhône-Alpes. Elle a également piloté une opération d'envoi de livres neufs et récents pour six universités roumaines de médecine et de sciences humaines, dont la réalisation a été confiée aux responsables des bibliothèques universitaires de Toulouse et d'Aix-Marseille. Cette mission l'a conduite à effectuer deux déplacements en Roumanie et plusieurs déplacements en région Rhône-Alpes.

- A la demande du directeur de la Villa Médicis, Marie-Ange Laumonier a procédé à une deuxième visite de la bibliothèque de cet établissement. Dans le cadre de sa mission en Roumanie, elle a visité les quatre bibliothèques universitaires de Bucarest, ainsi que la nouvelle bibliothèque française de Craiova (5).

- A la demande du ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche de Tunisie, G. Thirion a expertisé les bibliothèques universitaires de Tunis. Son travail a porté sur les six bibliothèques principales.

- Un inspecteur (J. Goasguen) a achevé la mission qui lui avait été confiée en 1990, en présentant et discutant le rapport rédigé avec B. Genton sur les bibliothèques des instituts français en Allemagne à la demande du ministère des Affaires étrangères (direction générale des relations culturelles, scientifiques et techniques) et du ministère de la Culture (DLL).

(5) Financée par la région Rhône-Alpes, inaugurée cette année par le Président de la République roumaine et M. Michel Noir, cette bibliothèque est informatisée avec le même système de gestion que la BM de Saint-Etienne.

Il a ensuite participé au recrutement du responsable de la bibliothèque de l'Institut français de Berlin, emploi créé selon une des recommandations du rapport, et sur le profil défini par celui-ci.

1.4. PARTICIPATION À DES INSTANCES SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES.

Comme en 1990, trois inspecteurs ont assuré des responsabilités permanentes dans des instances scientifiques ou professionnelles :

- instances internationales (M. Chauveinc. Voir ci-dessus 1.3.) ;

- présidences de la section d'Histoire des sciences et techniques du CTHS et de la commission de publication du CTHS (Y. Laissus) ;

- membres du Conseil supérieur des bibliothèques (D. Pallier), du Conseil supérieur des archives (Y. Laissus), de la Commission de coordination de la documentation administrative (D. Pallier), du bureau et de la commission centrale du CTHS (Y. Laissus), du Comité national d'histoire et philosophie des Sciences (Y. Laissus), du Conseil scientifique du patrimoine des bibliothèques publiques (D. Pallier), du Comité scientifique de programme de mise en valeur des manuscrits médiévaux des bibliothèques (D. Pallier), du comité des Sages organisé par l'EPBF sur le projet de développement "Désacidification et renforcement de masse du papier" (D. Pallier) ;

- expert scientifique et technique du CNRS pour les bibliothèques et la documentation (Y. Laissus) ;

- membre de la commission "Bibliothèques" du CNL (J. Goasguen) ;

Deux inspecteurs ont animé des groupes de travail non permanents ou participé à leurs travaux :

- présidence des groupes de travail "État des bibliothèques ministérielles", "Réserve" de la Bibliothèque de France, "Fonction patrimoniale de la BNUS" (D. Pallier), "Réforme du concours de bibliothécaires-adjoints" (J. Goasguen) ;

- membres des groupes de travail "Réforme du concours particulier", "Reprographie dans les bibliothèques publiques", "Charte des bibliothèques" (J. Goasguen), "Comité d'experts sur la Bibliothèque de France" (D. Pallier).

1.5. ACTIVITÉ ADMINISTRATIVE

Cette part de l'activité, qui représentait habituellement un tiers du temps de travail de l'inspection générale, a été encore plus astreignante cette année, pour des raisons à la fois conjoncturelles et structurelles.

1.5.1. *Jurys et organisation de stages*

C'est dans ce secteur que la charge de travail administratif a augmenté le plus.

-- Raisons conjoncturelles :

a) la réforme du concours d'entrée à l'ENSB a fait reposer sur les deux inspecteurs vice-président et membre du jury (D. Pallier et Y. Laissus) une très importante charge de coordination, de traitement de multiples problèmes grands et petits, de rassemblement des éléments du rapport ;

b) l'évolution constante des problèmes de formation a entraîné pour l'inspecteur président du jury du CAFB (Y. Laissus) une multiplication des réunions de travail sur différents sites (Villeurbanne, Massy, Paris, etc) ;

-- Raisons structurelles

a) Le départ, en 1990, du conservateur responsable des concours de recrutement pour les bibliothèques au bureau des concours de la DPES a reporté sur l'inspection générale tout ou partie du travail qui était lié à la connaissance du milieu professionnel (relations avec les membres du jury, avec les centres de formation...);

b) dans le même cadre la responsabilité du stage Bibliothèques des chartistes de 4^{ème} année a été reportée sur l'inspection générale, jusque dans les humbles détails.

-- Récapitulation :

Un inspecteur (D. Pallier) a été vice-président du concours d'entrée à l'ENSB.

Les inspecteurs ont présidé les jurys de tous les autres diplômes et concours nationaux :

- DSB (G. Thirion) ;
- CAFB (Y. Laissus) ;
- Concours de bibliothécaire-adjoint et de bibliothécaire-adjoint principal (J. Goasguen) ;
- Concours de magasiniers, magasiniers en chef et inspecteurs de magasinage (M. Chauveinc) ;
- Recrutement de conservateurs spécialistes (Y. Laissus) ;
- Recrutement d'iconographe pour la BDIC (M. Chauveinc) ;
- Recrutement de spécialistes pour la BN (Y. Laissus, M. Chauveinc).

Deux inspecteurs ont participé au jury du concours d'entrée à l'ENSB et quatre à celui du DSB.,

Au concours d'entrée, D. Pallier était responsable du sous-jury d'écrit "Résumé" et président d'un des trois groupes d'oral. Y. Laissus était membre d'un sous-jury d'écrit et du "grand jury" de formation générale.

D. Pallier et Y. Laissus ont été respectivement président et membre du jury de recrutement d'archivistes-paléographes comme conservateurs de bibliothèques.

La responsabilité du stage de 4^{ème} année des chartistes (option bibliothèques) et celle du pré-stage de 1^{ère} année ont été confiées, comme les années précédentes, à D. Pallier.

Deux inspecteurs ont participé également aux jurys de recrutement de bibliothécaires territoriaux.

1.5.2. Gestion et évaluation des personnels

Comme représentants de l'administration, les inspecteurs ont siégé dans les différentes commissions administratives paritaires :

- . personnel scientifique : G. Thirion (Titulaire), D. Pallier (suppléant), J. Goasguen (suppléant) ;
- . personnel technique : G. Thirion (T), Y. Laissus (T), D. Pallier, M.A. Laumonier (S) ;
- . inspecteurs de magasinage : M. Chauveinc (T) ;
- . magasiniers en chef : M. Chauveinc (T) ;
- . magasiniers spécialisés : M. Chauveinc, Y. Laissus (T), G. Thirion (S) M.A. Laumonier (S) ;
- . personnel ouvrier : M. Chauveinc, D. Pallier (T), G. Thirion et Y. Laissus (S) .
- . restaurateurs : D. Pallier (T), M.A. Laumonier (S) ;
- . personnel contractuel : G. Thirion, D. Pallier (T), M.A. Laumonier (S).

Tous les inspecteurs ont participé à toutes les réunions préparatoires et suivi les dossiers de certains agents relevant de leurs circonscriptions respectives. Ils ont participé également aux réunions d'affectation des personnels des différentes catégories.

La notation des personnels scientifiques, la modulation de leur indemnité spéciale (en liaison avec les DRAC et la DLL), les nominations de chefs de section de BU, ont représenté la charge habituelle (environ quinze journées de travail, 2 à 3 par inspecteur).

Les relations régulières avec les responsables de bibliothèques de leur circonscription (qu'ils soient fonctionnaires d'État ou territoriaux) ont continué à occuper une grande partie du temps des inspecteurs (audiences, entretiens téléphoniques, échanges de courriers). En revanche, comme le souhaitent les administrations centrales, et comme c'est l'évolution normale des choses, les inspecteurs n'interviennent plus dans des problèmes internes de personnel (sauf sur demande expresse de l'administration ou, également, des commissions paritaires).

1.5.3. Conseils d'administration, commissions, etc.

Les inspecteurs ont participé comme membres titulaires aux conseils d'administration de l'ENSB, de la BNU de Strasbourg, de l'Association pour la

sauvegarde du patrimoine imprimé, de l'association CORI, de l'ARSAG (6), aux conseils scientifiques de l'École des Chartes, de la Bibliothèque nationale et au comité consultatif de la Bibliothèque Byzantine.

Deux inspecteurs sont depuis cette année membres de la commission nationale d'aptitude à l'exercice des emplois publics.

1.5.4. Travail avec les administrations locales et centrales

En dehors des jurys, des commissions administratives, et de toutes les préparations et suivis qu'ils entraînent (soit 30 à 40 réunions par inspecteur), l'inspection générale a participé à 58 autres réunions de travail :

- 32 réunions avec des autorités territoriales (projets de création de bibliothèques, constructions en projet ou en cours, problèmes de direction, etc), en plus des réunions organisées à l'occasion des visites de contrôle ;

- 6 réunions avec des administrations déconcentrées : DRAC, recteurs ;

- 17 réunions avec les administrations centrales (DPDU, DLL, DPES) ;

- 3 réunions avec d'autres instances (comité national d'évaluation, etc).

1.5.5. Documents administratifs de synthèse

- **Le rapport annuel de l'inspection générale** pour l'année 1990 a été adressé aux ministres de tutelle en janvier 1991, et diffusé en mars 1991 aux autres instances (Conseil supérieur des bibliothèques, DRAC, recteurs, etc), ainsi qu'aux directeurs de BU et de bibliothèques de grands établissements.

(6) Association pour la recherche scientifique sur les arts graphiques.

- En tant que présidents ou vice-présidents de jurys, les inspecteurs ont établi les **rapports sur les concours de recrutement** de fonctionnaires d'État appelés à servir dans les bibliothèques.

Cette année, le rassemblement des éléments du rapport sur le concours d'entrée à l'ENSB revêtait une particulière importance, étant donné les profonds changements introduits dans la composition du jury et l'organisation des épreuves.

- Quatre mémoires et notes de synthèse sur les **missions de l'inspection générale** ont été élaborés à différentes époques de l'année, à l'intention des trois directions ministérielles auxquelles l'inspection générale rend compte, du cabinet des deux ministres de tutelle, et du Conseil supérieur des bibliothèques.

1.6. AUTRES ACTIVITÉS SCIENTIFIQUES ET PROFESSIONNELLES

Au titre de leurs fonctions, mais également dans le cadre de leurs différents domaines de compétence (scientifique ou professionnelle), des inspecteurs généraux ont été amenés à effectuer des prestations ou à produire des travaux de nature diverse :

■ **Enseignement** : cours et travaux pratiques à l'ENSB, au CNDP, et aux stagiaires chartistes de 4^{ème} année ;

■ **Recherche et publications** : articles dans des ouvrages ou dans des publications françaises et étrangères (liste en annexe), conférences ou communications dans des colloques ou journées d'études ;

■ **Journées d'études et congrès professionnels** : les inspecteurs se sont efforcés d'assurer une présence systématique dans les principaux rendez-vous professionnels (internationaux, nationaux, et certaines manifestations régionales). Certains d'entre eux y ont également joué un rôle actif (présidence de séance, groupe de travail).

2

ÉLÉMENTS POUR UN BILAN

DU CONTRÔLE TECHNIQUE DEPUIS 1989

L'année 1989 a été celle de la mise en application du décret de novembre 1988 sur le contrôle technique des bibliothèques publiques. Rappelons qu'une circulaire d'application fut d'abord adressée aux préfets en mars 1989, puis qu'à partir de juin furent mises en vigueur les dispositions de l'article 7 du décret, stipulant qu'un exemplaire des rapports d'inspection devait être adressé aux maires (donc également aux présidents de conseils généraux). Ainsi était rendue obligatoire une pratique jusque là facultative, et laissée à l'appréciation des inspecteurs ou de l'administration centrale.

Ainsi, surtout, se mettait en place un cadre réglementaire destiné à donner au contrôle technique une nouvelle impulsion, et à le faire fonctionner selon des modalités, et même un esprit, sensiblement différents.

Avec des moyens très supérieurs, également. En effet, cette même période a été celle de l'entrée en fonctions de cinq nouveaux inspecteurs (venant occuper deux emplois vacants et trois des quatre emplois créés en 1988). Ainsi renforcée et renouvelée, l'instance chargée de mettre en oeuvre le contrôle pouvait s'engager résolument dans une mission d'un grand intérêt, parce que revêtant un certain caractère expérimental, tout en s'appuyant sur une tradition éprouvée.

Un bilan des trois premières années de cette nouvelle pratique et de cette nouvelle organisation paraît s'imposer.

Les inspecteurs ont pris l'initiative d'apporter une première contribution à ce bilan, tout en étant persuadés qu'il faudrait aller plus loin, c'est-à-dire procéder à une évaluation. Celle-ci devant être conduite naturellement en dehors de l'inspection, c'est-à-dire auprès des professionnels, des autorités locales, des administrations qui commandent ou utilisent des opérations de contrôle.

Le choix a été fait de ne pas limiter ce bilan aux bibliothèques publiques, car il a paru beaucoup plus intéressant d'avoir une vision globale du travail effectué.

2.1. Au moment où ils prenaient leurs fonctions, les nouveaux inspecteurs se posaient une question qui constituera le premier volet du bilan : **quelle perception les autorités locales et les personnels des bibliothèques ont-ils des instances et des activités de contrôle ?**

La question était d'autant plus légitime que certains éléments du contexte politico-administratif (décentralisation, déréglementation...) pouvaient laisser imaginer que les notions "d'inspection", de "contrôle" étaient de plus en plus à contre-courant, et marquées de connotations très négatives, tout particulièrement auprès des élus, mais également auprès des professionnels "de terrain".

Or, constatation a été faite très rapidement qu'il n'en était rien, bien au contraire. Élus et administrateurs territoriaux insistent sur la nécessité pour eux d'avoir recours à des experts disposant d'une large indépendance de jugement, lorsqu'ils ont à faire des choix, à déterminer des priorités. Ils laissent entendre aussi qu'un avis professionnel extérieur leur est bien utile lorsqu'il s'agit de prendre du recul vis-à-vis de leurs propres conseillers techniques. Et ils attendent de l'inspecteur qu'il les éclaire dans leurs décisions, par exemple en faisant référence à des expériences menées dans d'autres régions.

Quant aux bibliothécaires, leur comportement traditionnel, très atypique, ne s'est pas modifié. C'est probablement une des rares professions, sinon la seule, où la visite de l'inspecteur est considérée le plus souvent comme gratifiante, où elle est donc souhaitée, attendue. Avec la décentralisation, il est maintenant de plus en plus fréquent que les bibliothécaires sollicitent eux-mêmes directement cette visite.

Ainsi donc, au cours des trois dernières années, la demande des autorités locales (7) a été à l'origine d'une trentaine d'inspections, et d'un nombre de déplacements encore plus important (pour participer à des réunions préparatoires, à des commissions, à des jurys...).

(7) Maires, présidents de conseils généraux, présidents d'universités.

Dans la même période, un nombre équivalent de demandes a été présenté par des responsables d'établissement, dont une petite partie n'ont pu recevoir satisfaction ou sont encore en instance.

Le recours à l'inspection a lieu pour des raisons variées, mais le plus souvent dans des situations ayant ce point commun : un dossier qui piétine, une décision à débloquer, des hésitations à surmonter.

Il ne s'agit donc pas en général de situations mauvaises, ce serait même plutôt l'inverse. Situations insatisfaisantes parfois, mais dans la majorité des cas, on fait venir l'inspecteur parce qu'il y a un ou des projets, ou un tournant à prendre. Les administrations déconcentrées font la même analyse.

D'une façon plus générale, les bibliothécaires qui sollicitent le passage d'un inspecteur expriment une attente spécifique : un certain soutien moral, bien sûr, mais pas exactement ou pas uniquement cela. Ce qu'ils souhaitent, en fait, c'est que leur action et leurs propositions soient évaluées par un regard extérieur et impartial, et surtout selon des critères essentiellement professionnels, même s'ils savent que ce regard pourra être sans complaisance.

Quand les situations sont réellement mauvaises, notamment dans les affaires conflictuelles, ce sont plutôt les administrations centrales ou déconcentrées qui apprécient l'opportunité de faire intervenir l'inspection, et qui font appel à ses services.

Ce fut le cas aussi, naturellement, dans l'affaire la plus grave de ces trois dernières années, celle de Poitiers (8). Pour regrettable qu'elle ait été, cette affaire a eu néanmoins l'avantage d'apporter certains enseignements et, vu son ampleur, de faire en quelque sorte jurisprudence. Elle intervenait, en effet, dès la première année de mise en oeuvre du décret de 1988. Pour notre propos, on retiendra particulièrement que le maire de la ville, mis en cause par une campagne de presse, eut comme premier réflexe de demander le contrôle

(8) Campagne de presse dénonçant des destructions et éliminations massives dans les collections patrimoniales de la bibliothèque municipale classée de Poitiers.

technique de l'État. Quant au conservateur impliqué, sa première démarche fut de demander à être "jugé" par l'inspection générale.

Autre affaire délicate surgie fin 1990 : le litige opposant un conseiller d'État, maire d'une commune de 900 habitants en région Aquitaine, et le directeur de la bibliothèque départementale, ce dernier refusant pour des raisons techniques (mais en fait sur ordre non écrit du président du conseil général) de desservir la bibliothèque municipale de cette commune. Devant ce refus, le maire a saisi directement l'inspection générale en invoquant le décret de novembre 1988 : cette démarche était la première du genre dans ce type de situation, et c'est pour cette raison qu'on la signale ici. L'inspection a plaidé la cause du conservateur, puis le caractère très politique de l'affaire l'a amenée à consulter la Direction du Livre : celle-ci n'a pas donné suite, jugeant apparemment que l'inspection générale n'a pas à être impliquée dans le moindre petit conflit local. Quant au maire-conseiller d'État, il avait annoncé son intention de saisir le tribunal administratif.

C'est également à cause du caractère politique très prononcé de la situation que l'inspection générale n'a pas accédé à une demande de contrôle sur place dans une commune de moins de 10 000 habitants de la région Provence, intervention qu'avaient également souhaitée la DLL et la DRAC. L'inspection générale a préféré rechercher une solution en douceur, par l'intermédiaire de la bibliothèque départementale. Position qui n'a pas forcément été bien comprise.

Ces cas sont très rares, au demeurant, et il est clair que la jurisprudence en est encore à ses premiers tâtonnements.

2.2. Il convient ensuite de se demander **quel est l'impact du contrôle**, quelles sont les suites effectives des interventions des inspecteurs.

2.2.1. Dans le secteur de la lecture publique, le contrôle a presque chaque fois un impact mesurable, au moins perceptible, d'abord surtout psychologique (à la fois sur les bibliothécaires et sur les autorités de tutelle) dont les chefs d'établissements se font souvent l'écho quelque temps après le passage de l'inspecteur. Le contrôle lève des obstacles intellectuels ou matériels, accélère des processus engagés, suscite même parfois des avancées

non encore envisagées (recrutement, constructions) ; il n'y a pratiquement pas d'inspection inutile, alors surtout que nombre d'entre elles sont sollicitées. L'envoi du rapport a un effet complémentaire de relance.

L'impact positif est d'autant plus fort (et donc plus facilement mesurable) que les autorités locales sentent une bonne coordination de l'effort des intervenants représentant l'État : IGB, DRAC, administration centrale éventuellement.

Il y a là, sans doute, des progrès à faire pour améliorer encore cette coordination. Mais, dans la majorité des régions, cette coordination ne cesse de s'améliorer et de produire des résultats concrets.

On peut citer, par exemple, la participation d'un inspecteur à la réunion de la Préfecture de région sur le choix de l'attribution du concours particulier aux bibliothèques (étude et analyse des dossiers, plans et projets financiers). Et on doit souligner surtout que la concertation est le plus souvent systématique dans tous les dossiers importants et les cas difficiles.

Dans le monde universitaire, le contact n'est pas le même parce que le contexte est différent : personnel d'État homogène, crédits jusqu'à présent fléchés, existence d'un conseil de la documentation, etc. Sauf exception, même si la rencontre est de qualité, l'impact du contrôle est beaucoup plus difficilement mesurable : les universitaires forment une communauté où il n'est pas toujours aisé d'être admis comme partenaire à part entière.

Mais les responsabilités accrues de chaque université dans la gestion de ses ressources documentaires, et dans le choix des responsables de celles-ci, font évoluer cette situation. Plusieurs présidents ont associé l'inspecteur à leurs réflexions et à leurs décisions, ou lui ont donné connaissance des suites données à leur visite.

On doit considérer comme un cas vraiment spécial celui de Nancy, où la complexité de la situation a amené le ministre à dépêcher un inspecteur général sur place pendant dix mois ; celui-ci a bien évidemment eu à travailler

en étroite collaboration avec les autorités universitaires, qui avaient souhaité son intervention.

2.2.2. En termes de bilan concret, une analyse portant sur 200 inspections (soit 2/3 des contrôles effectués de 1989 à 1991) a été tentée. Elle fait ressortir les observations suivantes :

Une centaine de contrôles et visites ont eu une suite concrète portée à la connaissance de l'inspecteur, ou connue indirectement.

Pour 43 bibliothèques, les propositions de l'inspecteur ont été suivies d'effet sur place :

-- décision de construire, d'agrandir ; modification dans le projet de construction ou d'aménagement, ainsi que dans le processus (comité de pilotage, etc) : 14 bibliothèques (13 BM, 1 BMU) ;

-- création ou transformation d'emplois : 11 bibliothèques (7 BM, 4 BCP) ;

-- augmentation importante du budget : 3 bibliothèques (2 BM, 1 BCP) ;

-- mise en route d'une politique de lecture, d'un réseau : 2 bibliothèques (1 BM, 1 BCP) ;

-- mesures concernant l'organisation, les dispositions techniques, les pratiques...: 5 bibliothèques (2 BU, 2 BCP, 1 BM) ;

-- mesures exceptionnelles, disciplinaires ou autres, apaisement de tensions : 7 bibliothèques (2 BCP, 4 BM, 1 BU) ;

On peut estimer comme prolongement particulièrement positif l'association de l'inspecteur aux travaux et décisions locales d'une certaine importance. Ce cas de figure s'est produit pour 50 bibliothèques :

-- organisation ou réorganisation d'un réseau, d'un service commun de documentation : 10 bibliothèques (6 BU, 4 BM) ;

-- projet de construction (expertise, comité de programmation, sélection des architectes, jury de concours...) : 26 bibliothèques (20 BM, 4 BU, une BMU, une BCP) ;

-- recrutement d'un directeur : 6 bibliothèques (toutes municipales) ;

-- étude d'un problème de délocalisation : 5 bibliothèques (3 BU, 2 BM) et 3 antennes délocalisées.

Parmi les quelque 30 remerciements et témoignages de satisfaction reçus par les inspecteurs et exprimés verbalement et surtout par écrit, les deux tiers se rapportent à certaines des inspections et participations ci-dessus récapitulées. Une dizaine d'autres, sans faire état de décisions précises, manifestent au minimum une intention d'améliorer les choses.

Par comparaison avec la période antérieure, où les rapports d'inspection n'étaient pas rédigés à l'intention des autorités locales, on perçoit une évolution sensible : maires ou présidents d'universités font savoir à l'inspecteur que le rapport dont ils ont été destinataires a été pour eux un instrument de travail, d'aide à la décision et même, comme l'écrit l'un d'entre eux, qu'il a été "une véritable base de réflexion" pour les projets et la politique future. Plus incidemment, on apprend que ces rapports ont été diffusés dans les différents services concernés, discutés avec le responsable de la bibliothèque et ses collaborateurs.

- Les recommandations faites à l'administration centrale par l'inspection sont relativement rares ; il s'agit surtout de propositions concernant les personnels d'État (promotions, sanctions...). Le dénombrement n'en a pas été fait, mais il semble que ce type de propositions soit suivi dans toute la mesure du possible.

En matière disciplinaire, toutefois, les administrations centrales ou locales ont hésité ou renoncé dans quelques cas à prendre les mesures préconisées par l'inspection.

De même a-t-on constaté le refus par des autorités universitaires de prendre les mesures vraiment appropriées pour éviter le renouvellement des

vols et lacérations d'ouvrages dans une grande bibliothèque parisienne. Car ces mesures auraient remis en cause certains avantages personnels.

On aborde ici les aspects négatifs du contrôle. Même s'ils sont peu nombreux, il faut savoir qu'il y a quelques cas où les visites et les rapports d'inspection ont subi de véritables détournements. Soit qu'ils aient été utilisés de manière très tendancieuse et déloyale, dans un sens défavorable à l'établissement contrôlé et aux bibliothécaires (diminution de budget, suppression d'emplois, augmentation des tarifs, mesures à l'encontre de personnes). Soit qu'ils aient été utilisés politiquement, de manière également très tendancieuse. On a dénombré cinq de ces détournements en trois ans (ce qui est à la fois très peu et beaucoup trop).

Autre cas limite : constatant les lamentables conditions de conservation d'un fonds d'État dans une ville de Picardie de 4 000 habitants, un inspecteur a proposé, pour la première fois probablement depuis 1803, le reversement de ce fonds à l'État. Nul ne sera surpris de la réaction violemment hostile du maire de cette ville, devant une telle proposition. De son côté, le ministère de la Culture n'a pas donné suite. Cela ne veut pas dire que le contrôle soit inutile mais que, dans les cas extrêmes comme celui-ci (qui sont précisément les plus répréhensibles) ce contrôle peut avoir un aspect un peu illusoire.

Pour achever ce panorama des situations rencontrées, on ne doit pas oublier celles qui sont parfaitement saines, et que le contrôle permet seulement de vérifier ou de découvrir. C'est le cas de la majorité des bibliothèques départementales, ainsi que de petites ou moyennes bibliothèques municipales de plus en plus nombreuses.

Il reste enfin à apporter quelques nuances à ces observations générales. Selon les inspecteurs et selon les régions, la connaissance du suivi des contrôles peut varier très sensiblement. Dans le secteur des bibliothèques publiques, cela tient beaucoup, comme déjà indiqué ci-dessus, à la qualité de la coordination avec les conseillers techniques pour le livre.

3

PRINCIPALES OBSERVATIONS
SUR LE FONCTIONNEMENT DES BIBLIOTHÈQUES

3.1. PROBLÈMES COMMUNS AUX DIFFÉRENTES CATÉGORIES DE BIBLIOTHÈQUES

3.1.1. Patrimoine imprimé

Les actions de l'État en matière de patrimoine imprimé ont acquis une réelle visibilité. Depuis 1980 sont apparus, successivement, le plan de sauvegarde de la Bibliothèque nationale, développé depuis dans la perspective du transfert des collections ; les programmes de la Direction du Livre, développés après le rapport Desgraves, le lancement d'une politique parallèle au ministère de l'Éducation nationale, le projet de conversion rétrospective des principaux catalogues dans le cadre du programme "Bibliothèque de France"...

En contrepoint, l'inspection souhaite souligner la progression des actions patrimoniales à l'initiative des collectivités territoriales et des associations.

Elle constate fréquemment que, sans bruit, suivant leur tradition de responsabilité de la majeure partie des fonds anciens, des communes petites ou moyennes ont engagé ou réalisé la mise en ordre de leurs collections anciennes, grâce à un recrutement temporaire ou à la création d'un emploi permanent.

Au niveau des départements actuellement, trois conseils généraux ont donné à leur BCP un rôle d'aide au traitement et à la mise en valeur des collections anciennes des bibliothèques municipales (Loire, Meuse, Seine-et-Marne).

Au niveau des régions, les fonds régionaux d'acquisition proposés par la Direction du Livre et de la Lecture ont pris forme en Bretagne, dans les Pays de Loire et en Bourgogne. La région Centre continue son appui à des actions de restauration.

Nombre d'associations régionales de coopération entre bibliothèques ont fait du patrimoine imprimé une de leurs priorités dès leur création

(Bourgogne, Bretagne, Champagne-Ardennes, Ile-de-France, Pays-de-Loire, Nord...). Leurs actions ont pris des formes diverses :

- Inventaire des fonds en Basse-Normandie, Champagne-Ardennes, Midi-Pyrénées, Rhône-Alpes ;

- Partage de responsabilités de conservation, en Bourgogne par exemple ;

- Mise en place d'une politique de sauvegarde, en faisant appel à des ateliers spécialisés ou en contribuant à leur création, en Champagne-Ardennes, Pays de Loire, Franche-Comté, dans le Nord (centre de numérisation de la presse régionale) ;

- Actions de formation et d'information des professionnels et des élus ;

- Actions de promotion du patrimoine (expositions, Mois du Patrimoine).

Deux éléments méritent d'être notés. L'un est le développement de compétences particulières dans le cadre associatif : pour le catalogage des cartes (AGIR), pour l'élaboration d'inventaires de collections par région (travail réalisé par Mme Pasquet en Basse-Normandie, Champagne-Ardennes, engagé en Bourgogne). L'autre est le niveau remarquable des expositions réalisées dans un cadre régional en Bretagne, Champagne-Ardennes, Basse-Normandie, Picardie...

Un forum d'échanges a été fourni par des journées organisées par les associations (journées d'Arc-et-Senans, organisées par ABIDOC, ACCOLAD, INTERBIBLY, en 1987 ; premières journées de Roanne organisées par ACORD (1990), secondes journées de Roanne organisées par ACORD et la FFCB, au cours desquelles les participants ont examiné les politiques patrimoniales des régions en Europe et marqué leur intérêt pour la création des conseillers régionaux du patrimoine.

On observe donc la montée d'un nouveau professionnalisme, et l'apparition de nouveaux centres de responsabilité.

Tout en soulignant la force du mouvement ainsi créé, l'inspection a le sentiment de quelques lacunes :

- Mise en valeur des actions multiples des collectivités territoriales et des associations ? Accès à leurs publications ? En accueillant des journées annuelles, la ville de Roanne a fourni des bases d'échanges intéressantes, mais toutes les régions n'étaient pas également présentes.

- Échanges à nourrir entre les différents types de bibliothèques. Le problème a été posé à Roanne par la Bibliothèque interuniversitaire de Montpellier. De même, en région Alsace, la Bibliothèque nationale et universitaire de Strasbourg recherche la coopération de tous les organismes patrimoniaux, dans le cadre de la définition de ses nouvelles missions.

Sur l'ensemble du sujet, on se doit également de signaler l'excellente mise au point faite par M. MELOT au cours de la séance d'ouverture du congrès de l'ARSAG, le 30 septembre 1991. Cette intervention risque d'échapper à ceux qui n'assistaient pas à cette séance. Or, elle met bien en lumière, de façon très pertinente, tous les éléments essentiels : les progrès réalisés (tels les exemples présentés ci-dessus), les espérances importantes placées dans les multiples études techniques engagées pour la Bibliothèque de France, dans les projets de sites techniques, de pôles associés, etc, mais aussi les grands risques que font courir au patrimoine des bibliothèques deux facteurs constitutifs de leur dynamisme même. D'une part "l'extension inéluctable et nécessaire des éliminations de collections", d'autre part "la dispersion des collections sous des tutelles de plus en plus nombreuses et parfois inexpérimentées". Et cela "dans un vide juridique inquiétant", ce qu'avait déjà souligné très fortement le rapport Béghain.

3.1.2. Concours de recrutement en 1991 : quelques observations

- L'augmentation très forte du nombre des candidats et le renouvellement important du jury ont conféré au **concours d'entrée à**

l'ENSB de cette année des traits distinctifs. D'autres observations intéressantes ont été faites à l'issue du concours.

Une tendance déjà signalée l'année précédente s'est renforcée : le poids de la région parisienne et de la région Rhône-Alpes dans la répartition géographique des admissibles et des admis. Cette situation conduit à s'interroger sur la publicité faite au concours, et posera des problèmes d'affectation.

Parmi les admis et les admissibles, la dominante Langues et Lettres modernes est beaucoup plus forte qu'on ne le pense en général : ce concours attire ou favorise les spécialistes de langues.

Enfin, ce concours accueille des candidats qui ont déjà une fonction documentaire, et pas seulement au concours interne : un tiers des admis au concours externe sont titulaires de CAFB, DUT, DESS ou DEA en documentation, etc.

-- Le jury du concours de recrutement de **bibliothécaires-adjoints principaux** a constaté que les recommandations contenues dans le rapport du jury de 1990 avaient été très bien diffusées par les chefs d'établissement, et très largement suivies par les candidats. Ce qui est une constatation très positive, mais qui a rendu la sélection d'autant plus difficile...

-- Le niveau du concours de **bibliothécaire-adjoint** était nettement inférieur à celui de l'année précédente. La proportion des admis issus de la région parisienne est encore importante (36,6 %), mais est en diminution sensible. D'autre part, le décalage entre les emplois offerts et les besoins réels reste important. Le faible niveau du concours interne, d'où 50 % des admis doivent être issus depuis cette année, a empêché de dresser des listes complémentaires aussi importantes que l'auraient autorisé les textes et que l'exigeaient les besoins.

3.2. BIBLIOTHÈQUES D'UNIVERSITÉ

3.2.1. Mutations professionnelles et mentales dans les bibliothèques universitaires

L'année 1991 a vu l'apparition de nouveaux signes, très visibles et très révélateurs de mutations importantes.

L'observation a pu en être faite dans des circonstances diverses : soit au cours des inspections, soit au cours d'entretiens entre les jurys et les candidats aux concours, tout particulièrement celui de bibliothécaire-adjoint principal.

De toute évidence, il passe maintenant un souffle nouveau dans la majorité des établissements. Les effets conjugués de la remise à niveau des moyens pour la quatrième année consécutive, de la contractualisation (encore presque invisible en 1990) et de la modernisation (encore plus récente) sont maintenant très nettement perceptibles par "la base" et non plus seulement par les chefs d'établissements.

Aux discours moroses, passifs, sans perspective, qui dominaient encore récemment, ont succédé des propos témoignant d'une grande motivation, et même parfois d'un grand enthousiasme.

D'une part, les cadres moyens (conservateurs et bibliothécaires-adjoints) se sentent et se disent très impliqués dans les projets d'établissement, et très motivés par les responsabilités qui leur ont été confiées dans des secteurs précis.

Ensuite l'accroissement vraiment significatif des moyens a redonné le moral à tout le monde, et suscité chez chacun le goût d'entreprendre, d'agir, de mettre en oeuvre ses compétences.

Enfin, l'informatisation en particulier, a ouvert les esprits et favorisé des comportements coopératifs.

Il existe maintenant dans ce secteur un état d'esprit comparable à celui qui dominait dans le secteur de la lecture publique au cours des années quatre-vingts.

Cela contribue fortement à donner des bibliothèques universitaires une image nouvelle, dynamique. C'est aussi l'image projetée par des revues professionnelles et par divers regards extérieurs.

D'autres signes apparaissent. Par exemple, les CADIST, très longtemps entités fort ésotériques, semblent désormais être connus d'un nombre beaucoup plus important de professionnels, et perçus comme la seule véritable tentative pratique d'organisation de la "*couverture documentaire*" effectuée jusqu'à présent. L'important travail collectif des groupes de réflexion de la Bibliothèque de France n'est probablement pas étranger à cette prise de conscience.

Et ce nouvel esprit se manifeste également par des initiatives autonomes, issues des établissements, des universités, des associations professionnelles. Pendant longtemps, SIBIL a fait figure de seul exemple d'initiative de grande dimension non venue "*d'en haut*". Les choses ne sont plus ainsi désormais.

3.2.2. Évolution des services de documentation des universités : vers une plus grande "indépendance" des sections?

Dans le même temps où l'on constate encore parfois un certain immobilisme - non d'ailleurs exclusif de compétence ni de dévouement - chez certains conservateurs avancés dans leur carrière, on voit et on sent bien que la mise en pratique progressive des dispositions relatives aux SCD favorise une évolution, inégalement perceptible, vers une collaboration plus fréquente et plus concrète entre les professionnels de la documentation, en particulier les conservateurs, et les enseignants ou chercheurs qui sont leurs partenaires naturels. Les sections de BU ou SCD qui ont déjà intégré, voire parfois

accueilli sur leurs rayons, des fonds documentaires importants en provenance des UFR, sont en général les plus avancées dans cette voie.

Souvent membres du Conseil de documentation, où ils fréquentent des universitaires intéressés par leur travail, en contact direct avec d'autres, normalement soucieux de se procurer et de procurer à leurs étudiants l'accès à certains ouvrages ou périodiques, ces conservateurs et en particulier les chefs de section accèdent à un niveau de responsabilité probablement plus élevé que dans un passé récent et conduisent une véritable politique : l'augmentation significative des crédits d'achat intervenue depuis trois années leur en a donné les moyens matériels et le niveau de leur formation les met, et les mettra de plus en plus, en position de dialoguer sur un pied d'égalité avec leurs partenaires enseignants et chercheurs.

La dispersion géographique fréquente, sur les campus, des diverses sections composant le service de documentation de l'Université, ne peut que favoriser cette évolution alors même que le chef d'établissement, de plus en plus accaparé par des dossiers de gestion générale (locaux, finances, personnel) et par l'obligation de participer à des instances de tous ordres, est conduit - mais n'est-ce pas souhaitable ?- à une plus large délégation du pouvoir de décider.

Plus ou moins discernable suivant les lieux, sans d'ailleurs qu'on puisse, jusqu'à présent, établir à cet égard une typologie de ceux-ci, une telle tendance présente des avantages évidents : responsabilisation des équipes de bibliothécaires aux prises avec les problèmes les plus quotidiens ; meilleure appréciation, par les spécialistes universitaires d'un domaine d'enseignement ou de recherche, des bibliothécaires chargés d'assurer l'environnement documentaire dont ils ont besoin. Plus généralement, elle doit favoriser par le renforcement des liens entre les personnes, une meilleure insertion du service documentaire dans son université.

A l'inverse, cette évolution exige sans doute une certaine attention de la part des directeurs, au moins de ceux d'entre eux dont les établissements figurent parmi les plus importants ou les plus "éclatés", afin que le rapprochement dont il vient d'être question n'entraîne pas un éloignement de chaque section documentaire d'avec les autres composantes du SCD, lequel

doit évidemment élaborer et appliquer une politique unique, au moins une politique concertée.

Le rapprochement dans un seul service de tous les moyens documentaires existant dans les diverses composantes de chaque université ne se fera que lentement. Il constitue pourtant une tendance dès à présent perceptible en plus d'un lieu, laquelle, en se développant, ne pourra que faire mieux paraître l'antinomie potentielle qui vient d'être évoquée.

Cette évolution débouche inévitablement sur la délicate question de l'éclatement des BIU en SCD autonomes rattachés à leur propre université.

La politique du ministère a évolué dans ce domaine, favorable au début, fortement défavorable actuellement.

Il faut dire que les arguments pour chaque solution se contrebalancent, comme toujours d'ailleurs dès qu'il s'agit de forces centrifuges et centripètes.

Les arguments en faveur du rattachement administratif d'une section de BIU à son université sont nombreux : meilleure intégration, responsabilisation de l'université qui perçoit la section devenue SCD comme lui appartenant et donc participant, en concurrence avec les autres secteurs de l'université, aux débats budgétaires et aux choix de priorités (faut-il construire une bibliothèque ou des salles de cours ?), prise en compte de la bibliothèque, à part entière, dans le contrat quadriennal alors que l'université de rattachement peut hésiter à prendre en charge une section qui se situe dans une autre université, participation financière éventuelle de l'université à "sa" bibliothèque.

Le principal inconvénient de cet éclatement est la difficulté de mener un projet commun et notamment la difficulté de construire un réseau documentaire entre des SCD qui, automatiquement, vont se regarder en concurrents plus qu'en confrères.

La difficulté de mise en place des SICD dont aucun actuellement ne fonctionne de façon satisfaisante (on y voit une façon détournée de reconstruire la BIU) et le refus des nouveaux SCD indépendants de participer à un projet commun par crainte d'une tutelle, ne sont pas des arguments favorables à cette solution.

Il est même un cas, Grenoble, où le SICD a été supprimé avant toute existence.

Les arguments pour le maintien de la BIU sont évidemment inverses : renforcement de la présence d'une bibliothèque et des projets communs, gestion uniforme, mais peut-être relations difficiles entre une université et sa section qu'elle ne "connait" pas et qu'elle ne sera pas disposée à aider et soutenir même si elle est sur le même campus.

Il est difficile de trancher le débat et nous ne voulons pas le faire, tant les solutions dépendent des hommes (ou des femmes) qui les appliquent. Les conflits qui ont conduit à l'éclatement de BIU semblent issus de l'histoire des universités et, parfois, hélas, de conflits de personnes.

Le bon fonctionnement de l'une ou l'autre formule dépend avant tout de la qualité des chefs de sections (qui peuvent intégrer fonctionnellement leur section dans leur université sans l'intégrer administrativement), des directeurs qui savent maintenir l'équilibre de leur quadrige (ou troïka...) tout en décentralisant le maximum de responsabilités pour faciliter cette intégration locale dans son université. Celle-ci reste quand même l'objectif principal de toute section de BIU.

3.2.3. Relations entre les différents types de bibliothèques dans l'université.

Ce sujet s'inscrit dans une étude thématique conduite par l'inspection générale et, à ce titre, est présenté dans la 4e partie (4.2.1.).

3.3. BIBLIOTHÈQUES PUBLIQUES

3.3.1. Les départements et la lecture publique

3.3.1.1. Mode de desserte des BCP

L'Inspection a pu constater en 1991 une évolution du mode de desserte des bibliothèques centrales de prêt et ceci pour les raisons suivantes :

a) La décentralisation a confié les BCP aux conseils généraux, qui, après quelque hésitation, ont pris en charge ces nouveaux services avec beaucoup d'intérêt et même parfois d'enthousiasme. Ils y ont trouvé un instrument culturel de premier ordre dont ils entendent de plus en plus faire le noyau de leur politique culturelle et qu'ils souhaitent faire fonctionner au mieux des intérêts de leurs administrés.

b) Ajoutons à cela les recommandations de 1985 qui ont contribué à transformer la lecture en milieu scolaire en lecture pour tous publics et donc à favoriser la création et le développement des bibliothèques municipales.

c) L'ancienneté de certaines BCP, notamment dans des départements urbanisés, a, par ailleurs, conduit, non sans effort, mais avec de solides appuis techniques et financiers, à une "floculation" des petits dépôts éparpillés en bibliothèques municipales ou de district d'une certaine envergure et maintenant bien stabilisés qui obligent à faire évoluer le mode de fonctionnement des BCP.

d) Enfin, les nouvelles technologies et, notamment, l'informatisation des catalogues en ligne avec accès par minitel et du prêt offrent de nouvelles possibilités au fonctionnement des BCP en matière d'accès à l'information, même dans les dépôts les plus reculés, et de contrôle de la circulation des documents. Il est clair que les réservations peuvent maintenant fonctionner normalement, puisque la recherche dans le système informatique est immédiate.

Tous ces éléments, et sans doute d'autres encore, ont conduit les départements et les responsables de BCP à se poser la question de leur mode de desserte. Cette mise en question nous a paru suffisamment importante pour être signalée, et, éventuellement commentée, car elle ne se manifeste dans aucune autre catégorie de bibliothèques avec autant de pertinence et de dynamisme.

Ayant déjà bien évolué depuis la distribution par caisses anonymes et préfabriquées du début, le mode de desserte est de nouveau en pleine mutation, avec des expériences très diverses, ici ou là, sans qu'il soit possible de préciser, dès maintenant, les meilleures.

Une des premières conclusions que l'on peut sans doute, dès maintenant, tirer est qu'il n'y a pas de meilleure solution ni de politique de fonctionnement unique. Le mode de desserte doit s'adapter aux conditions géographiques et démographiques de la population à desservir. Une même bibliothèque peut d'ailleurs utiliser différentes méthodes à l'intérieur de son département, selon la structure socio-démographique de chaque canton. L'objectif restant d'apporter, à tous ceux qui en ont besoin, par le meilleur moyen possible (le plus rapide, le plus précis et le plus économique), l'information (pas forcément le document) qu'il demande.

Le temps du centralisme et des politiques jacobines a disparu. On s'achemine vers des politiques différentes, voire opposées d'un département à l'autre, et surtout vers le développement d'expériences nouvelles et intéressantes. Ceci n'empêche pas la concertation et la comparaison de ces expériences.

Cette question a d'ailleurs fait l'objet de réflexions de la part de l'ADBCP, notamment d'un article d'Alain Caraco dans le compte-rendu du congrès 1990 de l'ADBCP⁽⁹⁾, d'un article de Monique Simonneau dans le *Bulletin de l'ABF*⁽¹⁰⁾ et surtout a constitué le sujet principal du congrès de 1991, à Chartres.

(9) Association des directeurs de bibliothèques centrales de prêt. - *Bibliothèques centrales de prêt : l'évaluation du service rendu*. - [Bourg en Bresse], octobre 1991, p. 55-59.

(10) *Bulletin d'informations de l'ABF*, n° 147, 2e trimestre 1990.

Pour essayer de clarifier le débat, il nous paraît nécessaire de séparer deux aspects de la desserte :

- le choix des livres (par qui ? comment ? où ?) ;
- le transport et la mise à disposition de ces livres.

LE CHOIX DES DOCUMENTS

1) **Le prêt direct au bibliobus**, qui avait partiellement remplacé le système des dépôts, est encore souvent employé parce qu'il est agréable pour tout le monde, personnel et lecteurs, mais il est onéreux et ne permet pas de toucher toute la population. Il est en diminution et ne pourra être maintenu que pour de petites communes isolées à population peu mobile (50 habitants).

2) **La venue des dépositaires à la centrale** ou à la bibliothèque-relais se développe dans plusieurs départements, allant même, en Saône-et-Loire, jusqu'au paiement de frais de missions aux bénévoles qui se déplacent. Ces dépositaires effectuent leur choix de livres directement dans le magasin qui leur offre une collection beaucoup plus importante que le bibliobus. Cette méthode mobilise plus sérieusement les dépositaires qui trouvent aussi à la centrale une possibilité d'échange et d'information plus approfondie que dans le bibliobus. Mais elle n'est possible qu'avec des bénévoles dynamiques et si la distance à parcourir jusqu'à la centrale n'est pas trop grande.

3) **Le service de documentation**, développé en Saône-et-Loire, est, sans aucun doute, une des méthodes de distribution les plus prometteuses. Cherchant à répondre aux demandes individuelles et pointues de lecteurs, cette méthode associe un système télématique d'interrogation du catalogue et de messagerie, un service de prêt qui cherche, identifie, localise, photocopie les documents demandés s'ils sont à la BCP, ou les emprunte à d'autres bibliothèques (CNP) dans le cas contraire, et une navette bimensuelle (ou des envois postaux s'il y a urgence).

4) Une autre méthode de sélection des ouvrages, présentée à Chartres par le directeur de la BCP de Montérégie au Québec, mérite réflexion bien qu'elle ne soit pas encore utilisée en France. Elle établit pour chaque dépôt un **profil de lecture** informatisé qui définit le pourcentage des documents déposés en fonction de la population : 40 % de jeunes, 20 % de documentaires,

30 % de romans, etc... Le dépôt est ainsi préparé mécaniquement à l'avance et envoyé par transporteur privé. Il est renouvelé par pourcentages en fonction des demandes mais en maintenant l'équilibre des proportions de départ. Sans être aussi mécanique qu'elle apparaît au premier abord, cette méthode pourrait être utilisée pour la mise en place des dépôts, à condition qu'ils soient importants, et pour vérifier l'évolution du dépôt en modifiant le profil en fonction de la demande. Le choix du dépositaire permet, cependant, une adaptation plus pointue du fonds à la demande. Celle-ci reste l'élément le plus important qu'il faut susciter, renouveler et satisfaire.

Enfin, il faut bien reconnaître que tout le développement des BCP a reposé sur le bénévolat qui assure, à moindre frais, le fonctionnement des dépôts, choix des livres et ouverture. Cet appui sur des bénévoles a, jusqu'à présent, été justifié et s'est révélé positif, mais le développement lent mais régulier des bibliothèques municipales et donc du personnel professionnel salarié devrait quand même apporter une assise plus solide à la lecture publique rurale.

LE TRANSPORT ET LA MISE À DISPOSITION DES LIVRES

1) L'ancien **dépôt par caisse** a totalement disparu, mais il renaît de ses cendres sous une autre forme grâce à la venue de certains dépositaires à la bibliothèque centrale. Ces livres choisis sont ensuite livrés par caisses dans une camionnette. Ce transport peut faire d'ailleurs l'objet de plusieurs variantes intéressantes, soit que l'on fasse appel à des transporteurs locaux privés, soit qu'il reste assuré par des véhicules de la BCP. Une étude des coûts doit en décider.

2) **Le bibliobus** se maintiendra sans doute pour le prêt direct, mais aura tendance à disparaître pour l'alimentation des dépôts, car il est à la fois insuffisant, ne passe pas assez souvent, et représente un coût non négligeable.

3) **La navette** préconisée par la BCP de Saône-et-Loire pourrait s'assimiler au cas n° 1, puisqu'il s'agit de véhicules de transport plus petits qu'un bibliobus et non aménagés qui sont conduits par un seul chauffeur et parcourent plusieurs dépôts (20) dans une même tournée.

Comme on le voit, la tendance est de séparer le choix des livres de leur livraison afin de réduire les coûts tout en accélérant le mouvement des collections et en ciblant plus précisément les services.

4) La poste ou les transporteurs privés peuvent être utilisés pour des envois individuels, lorsqu'il offrent des coûts inférieurs.

5) La dernière tendance, qui se développe fortement, est celle de la décentralisation de la BCP dans le département, soit par la création de médiathèques municipales et/ou départementales dans les gros bourgs, avec l'aide du département (mobilier, collections), soit par la création de bibliothèques-relais. Celles-ci correspondent à de petites annexes avec des collections fixes mais sans personnel permanent. Le personnel de la BCP vient ouvrir le relais deux à trois fois par mois et pour accueillir les dépositaires qui se déplacent pour y procéder aux échanges de livres. Là aussi, le choix est séparé de la livraison, car le relais est alimenté régulièrement par camion. Il ne faut pas oublier aussi que plusieurs bibliothèques centrales de prêt ont déjà établi de véritables annexes qui, avec du personnel permanent et un véhicule, desservent une partie du département éloignée de la capitale.

En conclusion, plusieurs tendances lourdes apparaissent :

- une augmentation des livres déposés enfin de présenter aux lecteurs un choix de livres plus important ;
- une "*floculation*" de ces fonds dans des structures plus permanentes, plus solides et donc plus proches des utilisateurs ;
- une transformation de la BCP en coordinatrice d'un réseau de bibliothèques municipales et de relais ;
- une personnalisation de la demande ;
- une accélération de la fourniture par la mise en place de plusieurs modes de transports adaptés à chaque type de desserte.

Les bibliothèques centrales de prêt sont un des secteurs de la profession le plus dynamique, où la réflexion sur la mise en oeuvre des objectifs est la plus développée actuellement. Elle s'appuie sur l'idée d'une

fourniture individuelle du document à la demande et sur celle d'un rapprochement de l'offre documentaire et de son utilisateur. Le tout, évidemment, à l'intérieur d'une contrainte budgétaire qui oblige à rendre cette fourniture la plus économique possible. Même si 28 BCP seulement ont jusqu'à présent établi un "*Plan départemental de développement de la lecture*", il ne fait aucun doute que cet instrument est indispensable et doit être réalisé dans toutes les BCP, afin qu'un véritable réseau cohérent de la desserte soit mis en place.

3.3.1.2. Les évaluations nécessaires

La diversité des situations et des initiatives permet de moins en moins d'avoir des vues d'ensemble. D'où la nécessité de certaines évaluations.

Il n'est pas utile de répéter ici les réflexions préparatoires très pertinentes consignées dans une récente publication de l'Association des directeurs de bibliothèques centrales de prêt déjà citée ci-dessus (11). On souhaite seulement les prolonger ou les compléter par quelques recommandations.

a) Évaluation des différents schémas de réseaux.

La réflexion de l'ADBCP a permis à A. Caraco de dégager six "*modèles*" ou schémas différents de réseaux, où sont mises en oeuvre les différentes formules de desserte décrites ci-dessus, selon des combinaisons variables : "*médiathèques départementales*", "*médiathèques de pays*", réseau "*centre de ressources et intercommunalité*", etc.

Précisons-le à nouveau : on crédite a priori ces différents schémas d'un jugement favorable. On les suppose en parfaite adéquation avec les réalités géographiques, culturelles, politiques, d'un territoire particulier.

On ne perd pas de vue pour autant que ces pratiques sont souvent très expérimentales. On observe aussi qu'il suffit parfois d'un changement de

(11) voir Note 9 ci-dessus.

directeur pour remettre en cause un schéma d'organisation qui paraissait pourtant avoir été particulièrement étudié.

Au profit de tous les départements qui sont encore en train d'évoluer et de s'interroger, il serait utile d'avoir certains éléments précis d'évaluation des différents schémas en service ou en cours d'expérimentation. Car il n'est peut-être pas indispensable d'aboutir à 92 schémas différents.

b) Évaluation des efforts départementaux pour la lecture.

La dépense annuelle par habitant est un des indicateurs de base utilisés par les évaluation nationales pour comparer les efforts des communes en faveur de la lecture. Dans leurs discussions avec les autorités locales et dans leurs rapports, les inspecteurs se réfèrent systématiquement à cet indicateur.

S'agissant des départements, l'utilisation de cette référence est beaucoup plus incertaine, et pose problème. Comparer les dépenses des villes et celles des départements pour leurs bibliothèques pouvait être et reste encore un exercice très utile. Mais se limiter à ce critère se révèle dans bien des cas beaucoup trop réducteur.

Par exemple, alors que la dépense moyenne nationale de 1987 était de 6,25 F par habitant en 1987, le budget de la BCP de Seine-et-Marne correspondait à 5,60 F par habitant en 1991. En fait, la dépense totale de ce département pour la lecture publique s'élevait à 9,21 F par habitant, dont 5,60 F pour la bibliothèque départementale, et 3,60 F pour des actions importantes et très diversifiées : aide à la construction et à l'équipement de bibliothèques municipales (1 170 870 F en 1991), aide à l'acquisition de documents, aide aux projets d'animation, soutien aux associations de lecture...

De plus en plus nombreux sont les départements dans ce cas. Mais les statistiques et évaluations nationales ne prennent pas en compte ces données jusqu'à maintenant. Il paraît souhaitable de le faire, tout en sachant que la collecte de ces données, si elle est relativement aisée pour les directeurs de

BCP, l'est beaucoup moins pour l'État, car elle déborde les obligations statistiques définies par le décret de novembre 1988.

3.3.1.3. Tendances générales observées

- Il est indiscutable que les moyens mis en oeuvre par les départements au profit des BCP, depuis la décentralisation, sont bien plus considérables que n'ont jamais été ceux que leur consacrait l'État.

Toutefois, ce qui est paradoxal, c'est que même lorsque les moyens mis en oeuvre étaient modestes, l'État conduisait une certaine politique. A l'inverse, on peut avancer qu'il y a très peu de départements conduisant une véritable politique de lecture, y compris parmi ceux qui dotent la bibliothèque départementale de moyens enviables. Sauf quelques exceptions, dans le meilleur des cas, la politique est celle que le directeur de la BCP a imaginée, puis fait valider.

Vaut-il mieux une politique sans moyens, ou des moyens importants sans véritable politique ? C'est un peu la problématique actuelle ; étant entendu que tout professionnel ne peut que refuser de se laisser enfermer dans une telle alternative, et souhaiter la troisième formule (une politique *et* des moyens). N'est-ce-pas quelque peu utopique, toutefois, à part dans quelques contrées privilégiées ?

- La situation majoritairement très bonne de la lecture publique départementale inclut malgré tout quelques zones de dépression. Il est clair que les changements trop fréquents de directeur ont eu des effets néfastes dans quelques départements. Cette instabilité a pu elle-même parfois être provoquée par des environnements politico-administratifs particulièrement peu motivants, mais pas toujours. Ajoutons à cela la difficulté à pourvoir certains postes avec du personnel d'État, ce qui laisse en jachère des bibliothèques centrales de prêt pour plusieurs années.

- On n'en aura que plus de satisfaction à signaler que, dans l'un ou l'autre de ces départements peu nombreux où l'insertion de la bibliothèque centrale de prêt était bien médiocre, il a suffi de l'arrivée d'un jeune directeur

(pas forcément sorti premier de l'ENSB) pour redresser une situation paraissant sans issue. Où on voit une fois de plus que les qualités de dialogue ont autant d'importance que les compétences professionnelles. Ce qui devrait être une évidence admise par tous.

3.3.2 Bibliothèques municipales

3.3.2.1. Bibliothèques municipales et bibliothèques scolaires

Préoccupation et pratique très ancienne des bibliothèques publiques, la relation avec l'école est un sujet qui continue d'être à l'ordre du jour.

La forme souvent concurrentielle, voire conflictuelle, revêtue par cette relation dans le passé, a alimenté nombre de débats, colloques, journées d'études, publications (12). Et, dès ses premiers jours de fonctionnement, le Conseil supérieur des bibliothèques a mis en place une commission spécialisée consacrée à ce problème. Dans sa première synthèse, celle-ci a mis l'accent sur les nouvelles compétences dévolues aux collectivités territoriales, en matière de bibliothèques scolaires comme en matière de bibliothèques publiques. Elle souhaite, en conséquence, qu'une loi ou au moins un texte réglementaire institutionnalise les cadres de la collaboration désormais obligée entre bibliothèques relevant d'une même collectivité publique.

Le projet de charte élaboré par ce même Conseil supérieur a pris en compte cette donnée, et tenté de formuler cette nécessaire coordination.

En attendant, les pratiques ont continué d'évoluer et de se développer.

Sur le terrain, les bibliothèques municipales ont rencontré la nouvelle réalité des BCD. Bien que, dans l'article cité ci-dessus, C. Rives parle "d'échec relatif" à propos de ces dernières (au plan national et par rapport à des objectifs de départ ambitieux), on ne peut que constater leur place

(12) Parmi les manifestations ou interventions les plus récentes sur ce thème : un numéro entier du *Bulletin des Bibliothèques de France* (n° 2, 1991), un "État des lieux" dans *Interlignes* (n° 14, article de C. Rives), le Forum 1991 des bibliothèques de Seine-et-Marne, et, auparavant, les journées de l'ADBCP. à Beauvais en 1989, etc.

grandissante dans le paysage, au moins dans certaines villes. Et les différentes formules adoptées par celles-ci, dans leur diversité, ont paru présenter suffisamment d'intérêt pour qu'on signale ici quelques exemples.

- A Rennes, la municipalité a mis en place une cellule *École-bibliothèques*. Depuis 1989, à l'initiative du conseiller délégué à l'enseignement, la bibliothèque municipale a développé une action en direction des écoles, et confié celle-ci à une cellule gérée par une sous-bibliothécaire, action qui prend appui sur une enquête réalisée en 1989 dans 98 écoles primaires et maternelles, laquelle a permis de mieux évaluer la place du livre autre que scolaire, le contenu réel des collections, l'existant du matériel pédagogique.

Un budget de 175 000 F a été attribué à la cellule en 1989 dont 150 000 F pour achat de livres et 25 000 F pour l'action culturelle. Un fonds de prêt de 5 000 volumes a été ainsi constitué, permettant d'effectuer 21 dépôts dans les écoles dont le projet pédagogique lié à la lecture avait paru spécialement intéressant.

D'autre part, une action culturelle a eu lieu dans 12 écoles. Enfin, la cellule a commencé d'intervenir comme conseil de gestion des collections et d'aménagement des lieux de lecture, avec le souci de créer, au bénéfice des enfants, une ambiance attirante, distincte du contexte scolaire.

Cette expérience devait s'étendre en 1991 aux lieux de petite enfance, crèches collectives, familiales et parentales.

- A Nancy, la bibliothèque municipale a reçu à partir de 1984 une dotation spéciale pour constituer des BCD dans *toutes* les écoles publiques de la ville (au nombre de 54). Mais il faut souligner qu'à cette époque, il n'y avait aucune véritable bibliothèque pour enfants dans le réseau municipal. Cette dotation a été plafonnée à 100 000 F, ce qui permet d'acquérir 2 000 volumes par an, soit environ 40 par BCD (chiffre bien modeste). L'équipement de ces bibliothèques a été effectué progressivement par le Centre technique municipal. L'équipement des livres est assuré par la bibliothèque municipale, qui fait également bénéficier les écoles de conseils techniques. Mais un seul employé de bibliothèque étant affecté à ce secteur, il n'y a aucun contrôle

possible sur le fonctionnement, pour lequel les écoles font absolument ce qu'elles veulent. On ignore donc si les ouvrages sont enregistrés et catalogués, comment et par qui est organisé le prêt, quelles sont les statistiques de fréquentation, etc. Les relations entre la bibliothèque municipale et les BCD. se limitent finalement aux écoles où les directeurs ou les enseignants sont particulièrement motivés.

- A Brest, la bibliothèque municipale a joué à partir de 1985-86 un rôle déterminant dans la décision de créer une BCD dans toutes les écoles, avec "le but avoué qu'un seul réseau existe sur la ville" (13). Sur 36 écoles, 33 avaient une BCD au début de 1991.

Le réseau unique n'est pas encore en place, mais les conventions entre les deux réseaux sont très fortes.

La bibliothèque municipale intervient à tous les degrés de la mise en place et du fonctionnement des BCD :

-- relations avec les équipes pédagogiques, les IDEN, le bureau municipal de l'enseignement pour l'élaboration des projets de BCD, les politiques d'achat, les priorités de fonctionnement ;

-- prise en charge de toutes les tâches techniques : choix des acquisitions, traitement des documents (mise en mémoire et sortie de fiches, couverture, réparations, éliminations), formation ;

-- animation du réseau.

A partir de cette expérience de cinq ans, le responsable de la bibliothèque municipale juge les perspectives "plutôt bonnes" : il espère aboutir à "des relations obligées entre les différents points" et à "un réseau de médiathèques scolaires informatisées et reliées au réseau de lecture publique".

- A Suresnes (ville de 36 000 habitants), on peut observer un exemple de réseau unique, à peu près complètement achevé, résultat d'une politique globale de lecture engagée à partir de 1988.

(13) J.C.. *Le Dro. Bulletin Bibl. de France*, 1991, 2, p. 132.

Dans un premier temps, chacune des six écoles primaires a été pourvue d'une BCD : étape achevée en 1990. Dans un deuxième temps, en 1990, ces six BCD ont été rattachées administrativement et techniquement à la bibliothèque municipale. Dans une troisième étape, réalisée en 1991 deux nouvelles BCD sont créées dans les écoles maternelles.

Des moyens importants ont été dégagés pour appuyer cette politique.

Les BCD constituent au sein de la bibliothèque municipale un service distinct auquel ont été affectés 3,5 emplois, dont *deux bibliothécaires* de 2e catégorie.

Les crédits d'acquisitions spécifiques ont permis de constituer un fonds de base de 1 000 volumes par BCD, puis un renouvellement annuel d'environ 700 nouveautés.

L'équipe professionnelle des bibliothécaires assure la gestion technique complète (acquisitions, catalogage, équipement) ainsi qu'un travail régulier d'animation, de clubs de lecture, de recherches documentaires, etc., en visitant à tour de rôle les six BCD, à raison de trois à quatre classes par bibliothécaire et par jour.

- A travers ces quelques exemples, on voit que les municipalités, au moins certaines d'entre elles, se dirigent vers l'organisation de véritables "*services communs de documentation*", selon l'expression utilisée par un élu, et citée par M. Miquel dans son discours d'introduction au Congrès de Dijon. C'est une évolution particulièrement positive, qu'il importe d'encourager et, de toute façon, d'observer attentivement.

3.3.2.2. Qu'est-ce qu'une bibliothèque municipale ?

Beaucoup ne soupçonnent pas combien il est peu aisé de donner une réponse simple et claire à une question d'apparence aussi banale.

On ne fera ici qu'effleurer le sujet. On sait, en effet, que la Direction du livre et de la lecture, qui essaie depuis de nombreuses années de donner un contenu à cette définition, a décidé d'entreprendre un recensement approfondi,

avec des instruments statistiques renouvelés. Ce recensement devrait aboutir à une nécessaire clarification terminologique.

"Y-a-t-il 1 000 ou 2 000 bibliothèques municipales" ? Cette interrogation par laquelle commence l'annonce de ce recensement est effectivement une des meilleures façons de poser le problème. Selon l'INSEE, les communes déclarant posséder ce type d'équipement étaient 9 418 en 1990. Les uns et les autres ne parlent donc pas, apparemment, de la même chose.

Une grande difficulté vient de ce qu'il n'existe aucune définition juridique. Il existe seulement des critères définis par la profession ; sur certains il peut y avoir consensus (locaux spécifiques, collection de documents, ouverture au public), sur d'autres il peut y avoir discussion (personnel, budget).

Par exemple, selon la position maximaliste, il n'y a pas bibliothèque s'il n'y a pas personnel professionnel. Or tel directeur de BCP affirme qu'il existe dans son département⁽¹⁴⁾ 140 véritables bibliothèques municipales, équipées et actives, mais dont la majorité sont évidemment tenues par des bénévoles (qui ont reçu une solide formation initiale de la BCP et suivent une formation continue).

De même, chaque inspecteur a des exemples de deux cas de figure extrêmes : d'une part un lieu de lecture tenu par plusieurs bénévoles dans une commune de moins de 1 000 habitants, fréquenté par 50 ou 60 % de la population, avec un excellent choix de livres, des locaux particulièrement attrayants..., d'autre part une bibliothèque de ville importante tenue par un ou plusieurs professionnels, mais qui n'est pas une vraie bibliothèque.

D'un département à l'autre, les définitions sont variables et les frontières particulièrement floues entre "bibliothèques municipales", "bibliothèques relais", "antennes", "points de lecture".

Le Conseil supérieur des bibliothèques a tenté lui aussi, faute de définition juridique, de donner une définition de référence dans la Charte qu'il

(14) Il ne s'agit pas d'un département fortement urbanisé, mais d'un département "moyen".

a élaborée. Sans s'aligner sur la position maximaliste, cette définition doit pouvoir contribuer à ce que le concept "bibliothèque municipale" bénéficie d'une meilleure "labellisation".

La Direction du livre a retenu sensiblement les mêmes critères : local public et spécifique, personnel qualifié (mais pas obligatoirement rétribué), collections régulièrement renouvelées. Mais, sur ce dernier point, elle pose une exigence supplémentaire : l'obligation d'un budget propre en régie municipale directe, ce qui exclut les bibliothèques associatives subventionnées.

Les réflexions qui suivent, à propos des discothèques, abordent le problème par un autre côté : celui de l'*identité* des bibliothèques municipales.

3.3.3. Discothèques

Les non-livres sont aujourd'hui présents dans la plupart des bibliothèques d'étude et plus encore de lecture publique : non seulement les documents graphiques (dessins, gravures, cartes et plans, manuscrits) qui sont considérés depuis très longtemps comme des compléments naturels aux volumes, mais surtout, aujourd'hui, tous les nouveaux médias qui ressortissent à l'audio-visuel et au premier rang de ceux-ci les phonogrammes, généralement les plus nombreux.

La discothèque, là où elle existe, pose, par son existence même, le problème de sa place dans l'établissement et de son articulation avec les autres services de celui-ci.

Tout, en effet, distingue la discothèque et le discothécaire :

- Le matériel documentaire lui-même avec ses règles particulières (voire ses lieux particuliers) de traitement, de stockage, de mise à disposition et d'exploitation ;

- la formation spécifique des personnels qui traitent ce matériel (cela est très sensible, par exemple, dans les instances de préparation au CAFB) ;

- Le public même qui est demandeur ; tel, qui est venu à la médiathèque emprunter des cassettes ou disques compacts, ne repart pas toujours avec, aussi, un livre sous le bras.

Il n'est pas jusqu'aux tarifs d'abonnement ou de cautionnement qui ne soient très différents lorsqu'il s'agit de documents de cette sorte.

Dans une bibliothèque municipale ou une bibliothèque centrale de prêt, le disothécaire règne sur un domaine bien séparé, matériellement comme intellectuellement, souvent sans relation vraie avec les autres secteurs d'activité. L'utilisation, par un nombre croissant de bibliothèques départementales, d'un musibus exclusivement consacré à l'audio-visuel, dont les tournées et points d'arrêt lui sont propres, vient encore accentuer cette autonomie. Celle-ci est poussée à son terme lorsque - on connaît des exemples - le disothécaire lui-même est aussi le conducteur du musibus. La disothèque peut ainsi devenir un "état dans l'état".

On parle ici de disothèque parce que les disques et cassettes sonores sont aujourd'hui, à côté des livres, les documents existant en plus grand nombre, mais toutes sortes de médias déjà disponibles ou qui seront inventés demain poseront évidemment le même problème d'intégration à un ensemble.

S'interroger sur la place de la disothèque et du disothécaire dans la bibliothèque d'aujourd'hui, c'est poser le problème des médiathèques de demain où les divers médias mis à la disposition des demandeurs ne devront pas seulement être juxtaposés mais constituer les voies multiples menant vers un but commun.

Ces quelques remarques donnent l'occasion de rappeler que la littérature professionnelle et la documentation administrative sont extrêmement pauvres, voire quasi-inexistantes sur le sujet. Pour leur usage interne, les disothécaires disposent d'excellents outils de travail (dont le remarquable "*Ecouter Voir*"), mais ce qui fait défaut, c'est un regard extérieur et global : on manque d'études d'ensemble, d'enquêtes, de bilans, de recherches, sur les disothèques, leur fonctionnement comparé, leur public, leur participation au rayonnement de la bibliothèque.

L'Inspection générale, qui a pu observer de nombreuses disothèques en fonctionnement serait prête à contribuer à une telle étude d'ensemble.

4

ÉTUDES THÉMATIQUES

Cette quatrième partie comprend d'abord une présentation des études ponctuelles, particulièrement lourdes et nombreuses cette année, qui ont été demandées aux inspecteurs, par différentes instances. Elle expose ensuite l'état des travaux thématiques entrepris à la demande du ministère de l'Éducation nationale. Elle propose enfin une sélection de sujets sur lesquels, à son avis, devraient porter de prochaines études.

4.1. ÉTUDES PONCTUELLES DEMANDÉES PAR DIFFÉRENTES INSTANCES

4.1.1. Éléments de prévision concernant le recrutement des conservateurs de bibliothèques (1991-1996)

Cette étude a été commandée conjointement par la DPDU et la DLL et confiée à D. Pallier.

Elle avait pour objectif de recenser les prévisions de créations d'emplois pour les BU, la Bibliothèque nationale, la BPI et la Bibliothèque de France, et d'estimer les évolutions qu'on peut attendre des collectivités territoriales.

Elle conduisait à proposer des prévisions de recrutement pour combler les vacances constatées, à rendre compte des différences d'encadrement en personnel de catégorie A entre les différents types de bibliothèques, à poser le problème des fonctions confiées à ce personnel et celui des organigrammes.

Ce travail a été mené de décembre 1990 à mars 1991. Il rassemble pour la première fois depuis le rapport Vandevorde (1981) toutes les données disponibles et prévisionnelles sur les personnels de catégorie A dans l'ensemble des bibliothèques.

La période étudiée correspond à la montée en charge de la Bibliothèque de France et à la poursuite du développement des bibliothèques

des enseignements supérieurs. Pour ces deux seuls secteurs, les créations d'emplois pourraient se situer entre 186 (hypothèse basse) et 286 (hypothèse haute).

Passant en revue les différentes formes de recrutement envisageables, et sans exclure les procédures complémentaires ou marginales (concours exceptionnels, concours sur titres, recrutement de bibliothécaires étrangers), l'étude conclut que seule l'augmentation du nombre des élèves de l'ENSB permettrait de faire face aux besoins, jusqu'à une hauteur de 42 à 67 élèves supplémentaires par an selon l'hypothèse retenue.

Cette étude a donné lieu à un rapport de 70 pages, qui a été remis aux deux directions demandeuses, ainsi qu'au secrétariat d'État aux Grands travaux et au Conseil supérieur des bibliothèques (à leur demande).

4.1.2. Fonds patrimoniaux des bibliothèques ministérielles

La Commission de coordination de la documentation administrative a mis en place un groupe de travail chargé de dresser un état des bibliothèques des administrations centrales (25 bibliothèques).

Ce groupe de travail a été amené à définir un programme particulier sur les fonds patrimoniaux et les collections spécialisées à contenu historique de ces bibliothèques.

Un sous-groupe de travail a été constitué, sous la direction de D. Pallier. L'élaboration du cadre d'enquête, l'organisation des réunions, le dépouillement de l'enquête et la rédaction du rapport ont été effectués de novembre 1990 à avril 1991.

Le rapport résultant de cette étude a 35 pages. Il est destiné à être publié avec l'ensemble des travaux du groupe.

4.1.3. Réserve de la Bibliothèque de France

Cette étude a été conduite par un groupe de travail également placé sous la présidence de D. Pallier.

Réalisée à la demande de la Bibliothèque de France entre avril et juin 1991, elle a donné lieu à un important rapport de 55 pages, qui a bénéficié d'une diffusion publique.

4.1.4. Réforme du recrutement des bibliothécaires-adjoints

La réforme statutaire, modifiant profondément la carrière des conservateurs et créant deux nouveaux corps A et B, a laissé subsister un corps B-Type de bibliothécaires-adjoints, dont le statut demeure inchangé.

La mise en place d'une nouvelle pyramide des emplois et des grades n'en a pas moins des incidences inévitables sur cette catégorie d'emplois, dont il importe de redéfinir les fonctions et la position qu'ils doivent occuper dans la nouvelle hiérarchie.

Or, au fil des années, pour accompagner l'évolution technique et le développement des bibliothèques, les conditions de recrutement des bibliothécaires-adjoints étaient devenues de plus en plus exigeantes, dans la mesure où ces agents constituaient les seuls cadres intermédiaires entre les conservateurs et les agents d'exécution.

Il convient désormais de rendre ces exigences beaucoup plus raisonnables et limitées, et d'alléger les programmes et les épreuves du concours de recrutement.

Tels sont les objectifs de la réflexion que la DPDU a demandé à J. Goasguen de conduire.

Un groupe de travail a été réuni en octobre et novembre 1991. Dans la même période, une enquête a été lancée auprès des centres de formation, des organisations et associations professionnelles, d'un certain nombre de responsables d'établissements et de différents experts.

Les données recueillies et les propositions formulées par le groupe ont été rassemblées dans un rapport de 21 + 4 pages qui a été remis en décembre 1991 aux trois directions compétentes (DPDU, DLL, DPES).

Ce rapport propose une refonte et une modernisation complète du programme et surtout un allègement d'environ 50 % du programme et des épreuves.

A l'occasion de cette réflexion, il est apparu une divergence de fond entre les administrations centrales et la majorité des organisations professionnelles d'une part, qui considèrent que ce corps doit être conçu essentiellement comme un débouché pour les catégories C, et la majorité des responsables d'établissement, qui estiment que ces agents doivent continuer à recevoir une formation technique solide, tout en convenant que celle-ci doit être sensiblement allégée.

4.1.5. Fonction patrimoniale de la Bibliothèque nationale et universitaire de Strasbourg

Il s'agit d'une étude en cours, demandée à D. Pallier par l'administrateur de la BNUS, et entreprise à partir d'octobre 1991.

Le groupe de travail qui a été constitué réunit les principaux établissements patrimoniaux d'Alsace, des enseignants et des chercheurs.

4.1.6. Groupe de travail du Conseil supérieur des bibliothèques sur la Bibliothèque de France

Le Conseil supérieur des bibliothèques a été chargé par le Président de la République de rendre un avis sur les principaux problèmes soulevés par le débat public qui s'est instauré autour de la Bibliothèque de France.

Pour répondre à cette demande, le CSB a constitué en son sein un comité de cinq experts, présidé par M. Jolis, et dont fait partie l'inspecteur général D. Pallier.

S'inscrivant dans une collégialité, le travail de celui-ci n'est en principe pas dissociable de celui des autres membres du comité.

Cette mission d'étude s'est déroulée de novembre 1991 à janvier 1992. Elle a comporté 15 réunions et auditions, le dépouillement des données recueillies, et la rédaction d'un rapport qui devait être présenté au Conseil supérieur des bibliothèques le 20 janvier 1992.

4. 2. ÉTUDES COMMANDÉES PAR LE MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

4.2.1. *Relations entre les différents types de bibliothèques dans l'université*

4.2.1.1. Rappel historique

En 1939, le bibliothécaire de l'université de Göttingen déclarait, à propos des relations des bibliothèques dans l'université, "*qu'il ne s'agissait pas d'une question qui, à force de patience, se résoudrait finalement d'elle-même.*"

L'examen de cette question a été fréquemment renouvelé en France, avec des conclusions identiques. Lors des journées des bibliothèques universitaires de 1949 fut constatée l'absence de conflit, grâce à l'existence de budgets distincts. Mais l'isolement réciproque constituait la situation la plus fréquente.

Pour les journées de 1955, quelques statistiques avaient été rassemblées et un bilan pouvait être esquissé d'actions coopératives encore limitées : quelques cas de coordination des acquisitions, participation de bibliothèques d'instituts aux listes départementales de périodiques,

réglementation des dépôts des bibliothèques centrales. Constatant le développement rapide des enseignements, la situation difficile des BU, le rapporteur proposait de définir les rôles respectifs des différentes bibliothèques dans l'université.

La même année, le rapport "*Institut-und Hochschulbibliotheken*" de la Deutsche Forschungsgemeinschaft (DFG) lance un processus de réflexion et d'organisation en RFA.

En 1964, le Wissenschaftsrat recommande que toutes les bibliothèques d'une université constituent une entité unique et coopérative. Dès 1970, la DFG émet des recommandations qui deviennent le cadre pratique de la coopération entre bibliothèques centrales et bibliothèques d'instituts : regroupement des petites bibliothèques, répartition précise des rôles, coordination des achats, regroupement des personnels sous l'autorité du directeur de la bibliothèque centrale.

En France, dans la même période, la coopération des bibliothèques dans l'université demeure un problème et un projet, "*en présence d'une dispersion anarchique de la documentation, où règne un déséquilibre injustifié et qui comporte des lacunes regrettables*" (P. POINDRON, 1965).

On doit constater en fait trois lacunes de longue durée dans le dispositif universitaire lui-même :

a) L'absence d'universités autonomes, capables de maîtriser les relations entre leurs composantes et leurs services communs, et de définir une politique d'ensemble.

On doit reconnaître que la notion d'université autonome n'est apparue en France qu'avec la loi sur l'enseignement supérieur de 1968. Celle-ci n'a cependant pas mis fin aux particularismes.

Dans la tradition des facultés, nombre d'UER se sont "*enkystées dans leurs frontières*" (M. MINOT), d'où les modifications législatives et les politiques contractuelles, visant à créer une logique d'établissement.

b) Un long vide réglementaire, en ce qui concerne l'organisation d'ensemble de la documentation dans l'université, qui a réduit à la clandestinité les bibliothèques d'instituts, laboratoires et UFR.

On peut en effet considérer que de 1923 (circulaire sur la mise à disposition de la BU des inventaires des bibliothèques de laboratoires) à 1975 (Colloque de Gif-sur-Yvette), aucun cadre d'organisation pratique, applicable à toutes les universités, n'est apparu. Le décret de 1970, pris en application de la loi de 1968 est très court sur ce problème.

c) L'absence de données statistiques sérieuses portant à la fois sur les moyens, les collections et les services des bibliothèques d'instituts, laboratoires et UFR.

Des enquêtes "*nationales*" ont tenté de fournir cette base de réflexion, en 1955, en 1976 (1700 réponses), avec des résultats limités.

Semble en fait relever du niveau national l'enquête sur échantillon, telle que celle qui a été menée dans 17 universités, en 1979-1980, par les inspections générales de l'administration et des bibliothèques, et qui a permis, par projection, d'apprécier le poids relatif des différentes bibliothèques dans l'université.

4.2.1.2. L'étude en cours : objectifs et champ de réflexion, méthode, résultats

Quelle est la situation en 1991 ? Le cadre législatif a changé, les décrets relatifs à la documentation dans l'université ont pour objectif de favoriser une politique documentaire d'université. La politique contractuelle propose un travail par objectif. De nouveaux moyens techniques peuvent mettre en valeur la coopération interne. En revanche, la connaissance d'ensemble des moyens documentaires est rare et la structuration à peine amorcée.

Ainsi qu'on vient de le voir, nous sommes devant un problème ancien, jamais résolu et toujours insatisfaisant.

Il faut admettre devant cette persistance qu'une étude sur le sujet ne peut se fixer qu'un objectif extrêmement modeste : obtenir une meilleure connaissance des collections existantes et essayer de rationaliser les dépenses de documentation, car manifestement un objectif plus ambitieux suppose le relais des universités.

C'est dans cet esprit que le ministère de l'Éducation nationale a chargé l'Inspection générale des bibliothèques de procéder à une nouvelle enquête sur échantillons permettant d'apprécier les moyens réciproques des BU et des BUFR et d'en déduire des conclusions générales.

MÉTHODE DE TRAVAIL

En 1990, il fut décidé d'abord de lancer une enquête nationale auprès de toutes les universités françaises avec le soutien de la Direction de la programmation et du développement universitaire (DPDU). Un questionnaire était préparé et approuvé par le ministère puis envoyé aux présidents des universités. Les résultats se sont montrés très décevants par le nombre de réponses reçues (32) et par leur incomplétude. Sur 32 universités qui ont répondu, une dizaine seulement semblent assez complètes : Amiens, Besançon, Brest, Chambéry, Dijon, Le Mans, Orléans, Perpignan, Reims, Saint Etienne. Il n'était donc pas possible d'obtenir une image nationale exacte et complète à partir de cette enquête et d'en tirer des conclusions générales.

Devant cet obstacle, il fut décidé de procéder à une analyse ponctuelle longue et approfondie de la BIU de Nancy, enquête permettant de tester la méthode et d'obtenir un premier résultat, extrêmement détaillé et particulièrement révélateur de l'extrême difficulté d'obtenir des informations certaines et comparables, de la discordance des chiffres obtenus par diverses méthodes et donc du flou de l'image donnée par la documentation universitaire.

Revenant à l'enquête effectuée en 1980, il a paru raisonnable de limiter l'enquête de 1991 aux universités déjà étudiées en 1980, afin d'obtenir autant que faire se peut des éléments de comparaison sur l'évolution en dix ans des bibliothèques (quitte à rajouter quelques universités dont les résultats sont complets pour apporter des éléments nouveaux), et de limiter les

éléments recensés afin de ne garder que ceux qui peuvent être significatifs (surfaces, personnel, crédits, collections, périodiques, achats, heures d'ouverture, places offertes).

Enfin et surtout, il a été décidé d'utiliser des chiffres objectifs et pour cela de consulter le chapitre 618-3 des bilans financiers des universités, pour comparer les données budgétaires avec celles fournies par les intéressés⁽¹⁵⁾.

RÉSULTATS

Une première analyse, forcément superficielle, des résultats obtenus, nous permet de reprendre presque textuellement les remarques du rapport de 1980, prouvant que la situation n'a pas beaucoup évolué.

"L'organisation actuelle est une organisation dualiste qui engendre une incontestable dispersion et ne donne que partiellement satisfaction aux usagers. Elle dispose cependant d'un potentiel plus important qu'on ne l'imagine habituellement et mobilise des ressources qui sont loin d'être aussi médiocres qu'on l'affirme parfois, qui proviennent pour l'essentiel de l'État, [mais⁽¹⁶⁾] dont aucune autorité ne possède véritablement, et sauf exception, la maîtrise (p. 38).

Depuis lors, toutefois, on a pu constater une relative évolution :

- L'autonomie des universités et la création des services communs de la documentation ont conduit certains présidents d'université à se pencher sur le problème et à demander une analyse plus approfondie de la situation. On aboutit donc dans certains endroits (Nancy, Nice, Paris X, Rennes, Strasbourg) à une meilleure connaissance du milieu encore qu'elle soit toujours incomplète par suite de la dispersion, de la variété des sources de crédits, d'un manque de personnel stable.

(15) Nous tenons à remercier les services de la DPDU qui ont bien voulu nous communiquer les données du bilan financier des universités pour 1990.

(16) C'est nous qui rajoutons cette conjonction.

- Un certain nombre de transferts complets (17) de BUFR à la BU se sont produits ces dernières années pour des raisons diverses dont les principales sont le manque de bureaux et de personnels des UFR mais aussi et surtout le bon fonctionnement de la BU qui garantit un meilleur service tout en enlevant à l'UFR la charge de la gestion.

Avec la montée en puissance des BU, l'accroissement des locaux et des crédits, cette tendance va se poursuivre, lentement mais sûrement.

- Beaucoup de BUFR, bien structurées, sont, d'après l'enquête, tout à fait disposées à coopérer avec la BU (catalogues collectifs, prêt inter) et ont déjà conclu un certain nombre d'accords de partenariat pour la répartition des achats qui évitent, autant que faire se peut, les doubles.

- Les projets de réseau informatique locaux intégrant les fichiers des uns et des autres et leur permettant de partager leurs ressources sont le fondement essentiel d'une harmonisation qui facilitera la maîtrise des dépenses et le contrôle des doublons. Ils ne sont pas encore nombreux, mais sont, à l'évidence, les instruments privilégiés d'une bonne coopération. Tout ce qui peut être fait pour les développer doit être fait.

Ces évolutions sont tout à fait positives même si elles sont lentes, et doivent être encouragées. Elles dépendent beaucoup des directeurs et des conservateurs chefs de section et de leurs contacts avec les UFR.

Les premières constatations effectuées à partir des échantillons conduisent à estimer que les dépenses des BUFR sont en gros équivalentes à celles de la BU et qu'il y a donc un doublement du potentiel d'acquisitions, mais cette affirmation globale est beaucoup trop simpliste et manichéenne.

Elle présente en effet une situation globale de déficit, déjà plusieurs fois signalée aussi bien par le rapport Miquel que par de nombreux articles. La dépense documentaire des universités (BU + BUFR) par étudiant est de 253 F en France alors qu'elle est de 641 F en Allemagne, de 920 F au Royaume-Uni et de 575 F aux Etats-Unis.

(17) Aix-Marseille II et III, Paris X, Angers, entre autres.

Les bibliothèques universitaires françaises seules ne dépensent que 133 F par étudiant.

Cette première constatation recouvre aussi des situations extrêmement diverses, car il y a autant de situations que de BUFR, terme générique qui recouvre des entités d'importance, de fonction et de gestion très différentes.

En gros, on relève trois types de BUFR :

- Les petits centres documentaires liés à la recherche dans un laboratoire ou un institut ; il s'agit d'une armoire avec quelques centaines de livres gérés par la secrétaire du service ;

- Les grandes BUFR, ouvertes aux étudiants, comportent de 20 à 100 places de lecteurs, des collections de 15 à 30 000 volumes et fonctionnent comme de véritables sections de BU avec 4 ou 5 personnes à plein temps ;

- Les unités mixtes plutôt orientées vers la recherche mais ouvertes aux étudiants sur demande, de façon limitée.

Chaque type de BUFR peut faire l'objet d'une réflexion spécifique.

Par exemple, il ne peut venir à l'idée de personne d'intégrer à la BU les petits centres documentaires car les équipes de chercheurs et les laboratoires ont besoin d'avoir sur place leur documentation propre, livres et périodiques adaptés à leur recherche. Ce sont des outils de recherche au même titre que les pipettes, les tubes à essais et les paillasses. En général, cette documentation est inaccessible pour le prêt entre bibliothèques.

D'un autre côté, la multiplication des bibliothèques de départements ouvertes à tous posent le problème de la dispersion des moyens par les locaux multiples, variables, souvent inadaptés qu'elles occupent et le personnel non qualifié qu'elles emploient. Il paraît facile et simple à tout un chacun de créer une bibliothèque et cela est vrai pour quelques dizaines d'ouvrages, mais lorsque les collections et les utilisateurs augmentent, la gestion ne peut plus

être assurée par du personnel temporaire et non formé. Des professionnels sont nécessaires pour maîtriser les flux et gérer les stocks.

Des propositions tout à fait provisoires peuvent être présentées dès maintenant, mais avec beaucoup de précautions et, pour le moment, d'incertitude.

Pour les structures, les textes de 1985 et 1991 permettent par la création du SCD, du Conseil de la documentation, des bibliothèques associées ou intégrées, de construire une organisation rationnelle et solide. Le président est désormais responsable de toute la fonction documentaire de son université et il a les moyens juridiques d'en rationaliser le fonctionnement.

Reprenant une proposition du Wissenschaftsstrat allemand, on pourrait suggérer de regrouper entre elles certaines de ces bibliothèques, tout en leur conservant leur qualité première de proximité par rapport aux salles de cours et aux bureaux, et surtout d'en confier la gestion au SCD qui pourrait affecter du personnel qualifié permettant une meilleure collaboration avec la BU centrale et une correspondance des fonds, des modes d'accès, c'est-à-dire une gestion professionnelle. C'était aussi une des conclusions du rapport de 1980. Des exemples (Aix-Marseille II et III) montrent qu'il est possible de transférer les fonds et leur gestion matérielle à la BU, alors que l'UFR assuré, sur ses crédits, l'accroissement du fonds. C'est une situation quasi idéale.

Trois éléments fondamentaux peuvent être à l'origine d'une évolution sérieuse qui apporterait cette maîtrise documentaire que tout le monde réclame :

- Les moyens financiers et en personnel de la BU. Les BUFR ont très souvent été créées à partir des insuffisances des BU (faibles acquisitions, trop peu d'heures d'ouverture, gestion trop rigide). Une BU, plus puissante, capable d'acheter ce qu'on lui demande, de le traiter rapidement, d'ouvrir plus largement ses portes, de faire de la documentation sa priorité, de proposer du personnel aux petites unités de proximité, de créer un réseau documentaire informatisé, rétablira rapidement un équilibre perdu depuis quelques dizaines d'années et peut devenir l'élément moteur du système documentaire de l'université. Il est presque certain qu'une augmentation substantielle des

dépenses documentaires des BU pour les mettre au niveau de leurs collègues étrangères, pourrait à la limite supprimer le problème actuel, ou, du moins, en réduire fortement l'incidence.

- L'établissement du réseau documentaire informatique constitue l'élément moteur qui facilitera toute coopération. Au-delà de tous les protocoles, et conventions, il établit, *de facto*, une obligation de respecter les mêmes règles et de participer à une coordination des collections et du prêt. Même s'il est onéreux, et contraignant, il apporte un tel plus que toutes les bibliothèques souhaiteront y participer.

- La volonté du Directeur de la BU ou BIU et des chefs de section (tout aussi importants par les contacts de proximité qu'ils peuvent avoir avec les enseignants comme cela a été souligné ci-dessus, (§ 3.2.2.) de développer une coopération documentaire interuniversitaire en sortant de leurs forteresses traditionnelles : ils trouveront en face d'eux des responsables de BUFR enthousiastes et prêts à participer à ce réseau.

4.2.2. *Étude sur l'accessibilité des documents primaires*

Sur demande de Monsieur le ministre de l'Éducation nationale, l'inspection générale des bibliothèques a été chargée d'une mission d'étude sur l'accessibilité des documents primaires dans les bibliothèques de l'enseignement supérieur.

Dans la perspective d'une optimisation de l'utilisation des fonds documentaires, l'inspection devait mettre en lumière dans un échantillon de 5 à 6 bibliothèques l'accessibilité des documents en analysant les critères suivants :

- pourcentage des documents consultés par rapport à l'ensemble des fonds ;
- la commodité de consultation des catalogues ;
- la circulation des documents ;
- les horaires d'ouverture ;
- les délais de communication ;
- le prêt entre bibliothèques ;

- la durée de vie des ouvrages consultés.

Afin de limiter le problème et de rendre les données comparables, l'inspection a choisi de faire porter l'enquête uniquement sur un échantillon de sections sciences de BU et sur quelques bibliothèques des grandes écoles scientifiques.

Afin d'avoir confirmation de ses choix et de l'aider à interpréter les données, l'inspection a souhaité associer à cette enquête quelques responsables de bibliothèques scientifiques en constituant un groupe de travail qui devra dans un premier temps approuver le questionnaire et ensuite participer à l'élaboration des conclusions.

Le questionnaire et la liste des bibliothèques ont été établis et soumis dans un premier temps à la sous-direction des bibliothèques où il est à l'étude.

4.3. SUGGESTIONS POUR D'AUTRES ÉTUDES

L'examen permanent du fonctionnement des bibliothèques nous amène à penser que les études et évaluations suivantes paraissent souhaitables dans un avenir proche, voire immédiat.

- Évaluation comparative des nouveaux statuts et cadres d'emplois dans les différents types de bibliothèques (le droit et les pratiques);

- Évaluation comparative des différentes formules de délocalisation documentaire ;

- Évaluation du contrôle technique ;

- Bilan de fonctionnement des bâtiments de bibliothèques publiques mis en service depuis dix ans (ou vingt ans) ; la Direction du livre a annoncé

son intention de reprendre cette étude engagée il y a six ans, et qui n'avait pu être poursuivie ;

- Bilan de l'informatisation des bibliothèques publiques ;

- Les discothèques, les médiathèques : intégration ou balkanisation des nouveaux services ? (Cf. ci-dessus 3.3.3.).

Dans le champ des bibliothèques publiques, le contrôle sur le terrain pourrait également se fixer certains objectifs systématiques, parmi lesquels :

- Le contenu des collections et des acquisitions par rapport aux publics (à l'appui de travaux de recherche et d'évaluations que la Direction du livre a retenus dans ses priorités) ;

- La pertinence et l'efficacité des actions de communication, de promotion, d'animation ;

- L'organisation des services : acquisitions, collégialité, déconcentration, fonctionnement interne des réseaux urbains...;

- Évaluation comparative des schémas de réseaux départementaux (Cf. ci-dessus 3.3.1.2.) ;

- Dépenses et actions des départements pour les bibliothèques, la lecture et la documentation (id).

Si ses effectifs sont renforcés (de manière permanente ou temporaire) l'inspection générale pourrait conduire certaines de ces études ou y apporter sa contribution.

ANNEXES

ANNEXE 1

CIRCONSCRIPTIONS TERRITORIALES

Alsace : G. Thirion	Limousin : D. Pallier
Aquitaine : G. Thirion	Lorraine : G. Thirion
Auvergne : D. Pallier	Midi-Pyrénées : M. Chauveinc
Bourgogne : Y. Laissus	Nord-Pas-de-Calais : M.A. Laumonier
Bretagne : Y. Laissus	Basse-Normandie : D. Pallier
Centre : J. Goasguen	Haute-Normandie : D. Pallier
Champagne-Ardenne : G. Thirion	Pays-de-Loire : J. Goasguen
Corse : M. Chauveinc	Picardie : D. Pallier
Franche-Comté : Y. Laissus	Poitou-Charentes : J. Goasguen
Ile-de-France :	Provence-Côte d'Azur : M. Chauveinc
- <i>BU et Grands établissements</i> :	Rhône-Alpes :
G. Thirion, D. Pallier	BU : G. Thirion
Y. Laissus, M. Chauveinc	B.P. : M.A. Laumonier
M.A. Laumonier	Antilles-Guyane : M. Chauveinc
- <i>Lecture publique</i> :	La Réunion : G. Thirion
77 : J. Goasguen	
78 : Y. Laissus	
91 : M.A. Laumonier	
92 : J. Goasguen	
93 : M. Chauveinc	
94 : Y. Laissus	
95 : J. Goasguen	

ANNEXE 2

BIBLIOTHÈQUES INSPECTÉES ET VISITÉES

A. Tableau récapitulatif

1. ÉTABLISSEMENTS CONTROLÉS RÉGLEMENTAIREMENT OU EMPLOYANT DU PERSONNEL D'ÉTAT	1989	1990	1991
Bibliothèques universitaires	19	21	14
Bibliothèques centrales de prêt des départements	24	27	18
Bibliothèques municipales classées	11	19	8
Bibliothèques municipales non classées	47	65	23
Total bibliothèques municipales	58	84	31
Bibliothèques de grands établissements	2	0	1
Autres établissements employant du personnel d'Etat	2	6	1
Antennes documentaires délocalisées	0	1	4
Total France	105	139	69
2. EXPERTISES (hors contrôle)			
Bibliothèques du territoire national	0	10	9
Bibliothèques françaises à l'étranger	1	15	2
Bibliothèques étrangères			6
Total	1	25	17
Total des bibliothèques inspectées ou expertisées	106	164	86
3. BIBLIOTHÈQUES ÉTRANGÈRES VISITÉES DANS LE CADRE DE MISSIONS			
	4	29	4
Total des bibliothèques visitées	110	193	90

*B . Liste des bibliothèques inspectées et
visitées en 1991
(France Métropolitaine)*

- Alsace (G. Thirion)
aucune inspection en 1991.
- Aquitaine (G. Thirion)
Bibliothèques centrales de prêt : Gironde, Lot-et-Garonne.
- Auvergne (D. Pallier)
Aucune inspection en 1991.
- Bourgogne (Y. Laissus)
Bibliothèques municipales : Dijon, Nevers.
- Bretagne (Y. Laissus)
Bibliothèque centrale de prêt des Côtes d'Armor.
Bibliothèques municipales : Brest, Rennes, Vannes.
Antenne documentaire de Vannes.
- Centre (J. Goasguen)
Bibliothèque centrale de prêt du Cher.
Bibliothèques municipales : Bourges, Chateauroux, Chateaudun.
- Champagne-Ardenne (G. Thirion)
Aucune inspection en 1991.
- Corse (M. Chauveinc)
Bibliothèque centrale de prêt de Corse du Sud.
Bibliothèques municipales : Ajaccio, Propriano.
- France-Comté (Y. Laissus)
Bibliothèque centrale de prêt de Haute-Saône.
Bibliothèque municipale de Dôle.
- Ile-de-France (G. Thirion, D. Pallier, J. Goasguen, Y. Laissus, M. Chauveinc, M.A. Laumonier)
Bibliothèque interuniversitaire Cujas, Bibliothèque interuniversitaire des Langues orientales (Clichy).
Bibliothèques universitaires : Paris I (Tolbiac), Paris IV (Grand Palais), Paris IV (Clignancourt), Paris VII, Paris VIII, Paris XII
Bibliothèque centrale de prêt de Seine-et-Marne.
Bibliothèques municipales : Fontainebleau, Suresnes, Versailles.
Bibliothèque Byzantine.
- Languedoc-Roussillon (M.A. Laumonier)
Bibliothèques municipales : Montpellier, Nîmes.
- Limousin (D. Pallier)
Aucune inspection en 1991.

Lorraine (G. Thirion)

Bibliothèque interuniversitaire de Nancy (mission exceptionnelle d'étude, de contrôle et de réorganisation).
 Bibliothèque centrale de prêt des Vosges.
 Bibliothèques municipales : Laxou (inspection permanente), Vandoeuvre.
 Une dizaine de bibliothèques de communes de moins de 10 000 habitants.

Midi-Pyrénées (M. Chauveinc)

Bibliothèque interuniversitaire de Toulouse.
 Bibliothèques centrales de prêt : Haute-Garonne, Tarn-et-Garonne.
 Bibliothèques municipales : Albi, Montauban.

Nord-Pas-de-Calais (M.A. Laumonier)

Bibliothèque municipale de Dunkerque.

Basse-Normandie (D. Pallier)

Bibliothèque universitaire de Caen (étude du développement des bibliothèques dans le site de Caen et ses antennes documentaires : Alençon, Cherbourg, Saint-Lô).

Haute-Normandie (D. Pallier)

Bibliothèques municipales : Evreux, Yvetot.

Pays de Loire (J. Goasguen)

Bibliothèque universitaire d'Angers.
 Bibliothèque centrale de prêt de la Mayenne.
 Bibliothèques municipales : Fontenay-le-Comte, les Sables d'Olonne.
 Centre de formation aux carrières des bibliothèques du Mans.

Picardie (D. Pallier)

Bibliothèque municipale d'Amiens.

Poitou-Charentes (J. Goasguen)

Bibliothèque centrale de prêt de la Charente.

Provence-Alpes-Côte d'Azur (M. Chauveinc)

Service interuniversitaire commun de documentation d'Aix-Marseille.
 Bibliothèques centrales de prêt : Alpes de Haute-Provence, Hautes-Alpes, Var.
 Bibliothèques municipales : Le Luc, Le Muy, Fréjus.

Rhône-Alpes (G. Thirion et M.A. Laumonier)

Bibliothèque centrale de prêt de la Drôme.
 Bibliothèque municipale de Chambéry.

DOM/TOM

Aucune inspection en 1991. Les bibliothèques de la région Antilles-Guyane ont été inspectées en 1989, celles de la Réunion en 1990.

ANNEXE 3

<p style="text-align: center;">TRAVAUX ET PUBLICATIONS DE L'INSPECTION GÉNÉRALE DES BIBLIOTHÈQUES EN 1991</p>
--

1. Rapports*1.1. Rapports d'inspection*

64 rapports d'inspection et d'expertise, achevés, en cours ou en préparation sur les bibliothèques contrôlées et sur les établissements, organismes ou réseaux expertisés en 1991.

1.2. Rapports thématiques et études générales

- *Rapport annuel de l'inspection générale des bibliothèques 1990*, 48 p.

- *Éléments de prévision concernant le recrutement des conservateurs de bibliothèques 1991-1996*. Rapport établi par Denis Pallier. Inspection générale des Bibliothèques, avril 1991, 70 p.

- "Les fonds patrimoniaux et les collections spécialisées", dans *Les bibliothèques ministérielles*, rapport à la CCDA par un groupe de travail dirigé par P. Pelou, p. 162-196 (chapitre rédigé par Denis Pallier).

- Rapport du groupe de travail "Réserve", 23 mai 1991, dans Établissement public de la Bibliothèque de France, *Rapports des groupes de travail 1991*, Paris, novembre 1991, p. 126-173 (rapport établi par Denis Pallier avec la collaboration d'Isabelle le Masne).

- *Propositions de réforme du concours de bibliothécaires-adjoints d'Etat* présentées par Jean Goasguen, avec la collaboration d'un groupe de travail, décembre 1991, 21 pages + annexes.

2. Autres documents administratifs et techniques

- *Notes de synthèse sur l'inspection générale des bibliothèques* (statuts, missions, organisation et fonctionnement) :

janvier 1991 : cabinet du Ministre de l'Éducation nationale, DPES, DLL, DPDU ;

mars 1991 : DPES, DLL, DPDU ;

novembre 1991 : cabinets du ministre de l'Éducation nationale et du Ministre de la Culture et de la Communication

novembre 1991 : Conseil supérieur des bibliothèques.

- *Rapport sur le concours de recrutement de bibliothécaires-adjoints principaux*. Session de 1990.

- *Rapport sur les concours d'entrée à l'ENSB*. Session de 1991.

- *Projet de questionnaire aux directeurs de bibliothèques universitaires et de grandes écoles sur l'accessibilité des documents primaires dans les sections sciences et dans les bibliothèques scientifiques*.

- *Rapport sur le concours de bibliothécaires-adjoints d'État*. Session de 1991.

3. Publications scientifiques et professionnelles et travaux en cours

- Marc CHAUVEINC, "[Libraries in] France", dans : *A.L.A. Encyclopaedia of librarianship* (à paraître).

- Jean GOASGUEN, "Concours de bibliothécaire-adjoint et de bibliothécaire-adjoint principal", dans : *Bull. informations ABF*, n° 150, 1er trim. 1991, p. 40-42.

- Jean GOASGUEN, "Consolidation : évocation des années 1976-1985", dans *1940-1990. Livres, enfants, bibliothèques : Toulouse à l'Heure Joyeuse*, bibliothèque municipale de Toulouse, 1991.

- Jean GOASGUEN, "Les bibliothèques des instituts français en Allemagne" dans *Histoire des bibliothèques Françaises*, t. IV, 1914-1990 (à paraître).

- Marie-Ange LAUMONIER, "Coopération France-Roumanie : deux témoignages", dans *Bull. bibl. France*, t. 35, n° 5, 1990, p. 282-289.

- Denis PALLIER, "Les fonds anciens des bibliothèques des enseignements supérieurs : premiers résultats d'un programme "Patrimoine imprimé", dans *Mélanges de la Bibliothèque de la Sorbonne*, 11, 1991, p. 17-32.

- Denis PALLIER, "Les bibliothèques universitaires et le marché de l'information. Le poids économique des bibliothèques universitaires", dans *Les Marchés de l'information documentaire*, étude réalisée par J. Treffel et coordonnée par A. Vuillemin, Paris, A.D.B.S., 1991, p. 31-42.

- Denis PALLIER, "Pauvres universitaires", dans *La Bibliothèque, miroir de l'âme, Mémoire du Monde* (Autrement, série Mutations, n° 121, avril 1991, p. 135-142).

Travaux en cours :

- Yves LAISSUS :

. Catalogue des manuscrits de la Bibliothèque du Museum national d'histoire naturelle, t. 3 (750 notices rédigées).

. Histoire de la ménagerie du Museum national d'histoire naturelle.

- Denis PALLIER :

. Les bibliothèques universitaires de 1945 à 1975 (à paraître dans *Histoire des bibliothèques françaises, tome IV*).

- - - - -